

J.-A. RIVET

HONORÉ MERCIER

PATRIOTE ET HOMME D'ÉTAT

NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY
LIBRARY

par l'inspecteur d'écoles

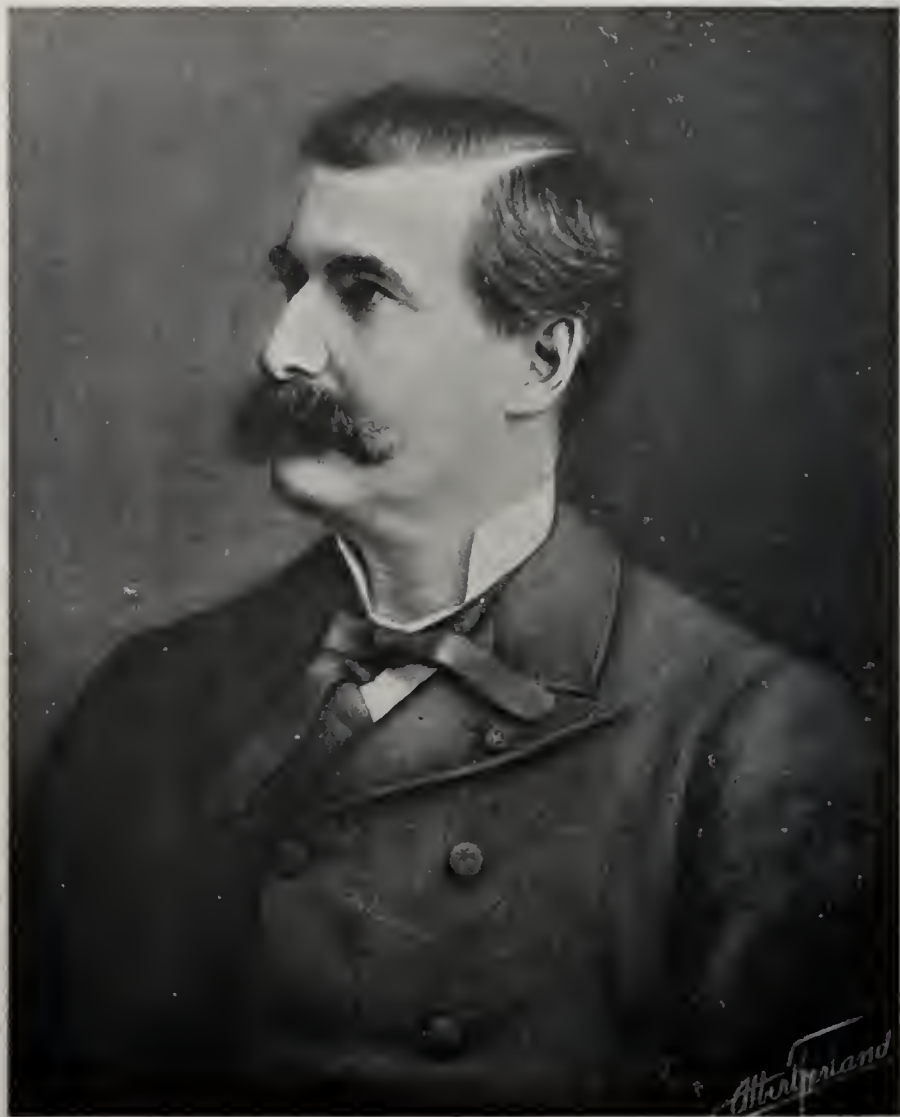
F. J. Cuddihy

à sa visite du

19







L'HONORABLE HONORÉ MERCIER

L.-A. RIVET

HONORÉ MERCIER

PATRIOTE ET HOMME D'ÉTAT

*Conférence prononcée, le 14 décembre 1922, dans la salle du
Cercle paroissial de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus,
à Montréal, sous la présidence d'honneur de
Sir Lomer Gouin, ministre de la Justice.*



MONTREAL
LIBRAIRIE BEAUCHEMIN Limitée

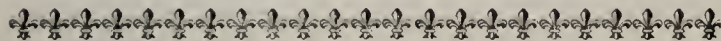
79, rue Saint-Jacques, 79

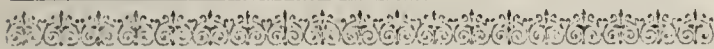
F5475 .1947 R4



DEDICACE

A l'honorable Monsieur Honoré Mercier,
ministre des Terres et Forêts dans le gou-
vernement de la province de Québec.





PREFACE

Je recommande à tous ceux qui s'intéressent à la vie et aux œuvres de nos grands Canadiens, de lire l'étude que M. L.-A. Rivet a faite de l'honorable Honoré Mercier, ancien premier ministre de la province de Québec. C'est le travail le plus complet, le plus instructif qui ait été fait sur cet homme éminent, sur son caractère, ses talents et son œuvre nationale et politique. C'est une étude approfondie du rôle joué dans notre monde politique par Mercier, une étude qui a dû exiger un travail considérable.

On peut ne pas partager toutes les appréciations et les vues de M. Rivet, la louange peut paraître exagérée, à certains points de vue, mais elle est en général juste et méritée. Par exemple, personne ne contredira à ce qu'il dit du talent oratoire de Mercier, de son habileté politique, de la bienveillance de son caractère, du patriotisme qui inspirait ses paroles et ses actes, de l'énergie qu'il a déployée plus d'une fois pour assurer le

PRÉFACE

succès d'une cause religieuse ou nationale ou de toute cause qu'il croyait juste. Il n'était pas parfait, qui l'est? Mais M. Rivet a raison de démontrer qu'il voulait sincèrement le progrès et la grandeur de sa province, de sa nationalité, le bonheur de ses compatriotes. De tous les biographes de Mercier, M. Rivet est celui qui aura le plus fait connaître sa carrière trop courte, hélas! mais si brillante, si émouvante, et signaler les raisons de sa grande popularité.

M. Rivet a fait un travail qui devrait avoir sa place dans toutes les bibliothèques publiques et privées de notre province.

L.-O. DAVID.



HONORÉ MERCIER

PATRIOTE ET HOMME D'ETAT

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En répondant à l'appel de la conférence de Saint-Vincent de Paul, j'ai cru que je me conformerais à la pensée de son œuvre de charité et d'amour, en exaltant la mémoire d'un homme public, canadien-français, dont la vaste intelligence a puisé aux sources du cœur, le meilleur de son rayonnement, ainsi que le secret de sa forte emprise sur la race dont il fut l'un des plus glorieux représentants.

HONORE MERCIER, dont j'ai entrepris d'évoquer la prestigieuse figure, fut grand, assurément, par la puissance de son cerveau, la magnificence de son verbe magnétique et dominateur et par l'excellence de ses desseins politiques. Mais sa véritable grandeur, celle qui l'imposa particulièrement à ses contemporains, comme celle qui le posera davantage devant la postérité,

il l'a tirée de son cœur, un cœur qui a aimé passionnément son peuple et sa province, un cœur pétri de générosité, de zèle et de dévouement pour toutes les causes intéressant sa foi et sa nationalité, un cœur rempli de sincère pitié pour les petits et les humbles, les malheureux et les opprimés de toute catégorie; et il m'a semblé, qu'à cet égard, la vie et l'œuvre de cet illustre patriote, méritaient particulièrement de retenir la sympathique attention d'un auditoire, réuni dans une pensée généreuse de secours aux malheureux "qui souffrent beaucoup l'hiver" mais dont la souffrance est adoucie par l'activité féconde de ces "corvéables volontaires de la charité," les disciples en bienfaisance de l'immortel Frédéric Ozanam.

Je vous parlerai donc, Mesdames et Messieurs, de Mercier, c'est-à-dire d'un homme politique supérieurement doué et très exceptionnel par les traits vivement contrastés de sa destinée, tour à tour brillante et tragique; d'un chef de parti, porté au pouvoir, par un mouvement national intense et dont le règne éphémère, ardemment soutenu par les uns, et combattu à outrance par les autres, a suscité des controverses passionnées, dont l'écho dure encore, et vient troubler l'historien dans sa tâche; enfin d'un citoyen qui tint un rôle prépondérant dans notre vie nationale et dont le nom, 28 ans après sa mort, prononcé devant les foules canadiennes-françaises, qu'il grise encore d'enthousiasme, a l'effet d'un claquement de drapeau ou d'un vibrant appel de clairon.

Ai-je bien qualité, me direz-vous, pour aborder une tâche aussi délicate, pour rendre un témoignage, dont la valeur tient surtout à son impartialité; et mon appréciation si consciencieuse qu'elle veuille être, ne risque-t-elle pas de paraître entachée d'une admiration excessive, devant le tribunal d'une opinion divisée sur le mérite de l'objet en cause? Objection pertinente, je l'avoue, et dont j'aperçois moi-même toute la vérité.

Je n'ignore pas qu'il y a quelques années, le chef de l'opposition à Québec, avec une entière bonne foi, je veux le croire, doutait de l'opportunité d'élever une statue à Mercier, alléguant que les passions soulevées autour de cet homme d'Etat, vivement discuté de son vivant, n'étaient pas entièrement apaisées, et que seul, le recul du temps, permettrait de juger impartialement son œuvre et de rendre à sa mémoire la justice souveraine de l'histoire.

A tout cela, je réponds que je n'ai nullement la prétention, au cours de cette causerie, de porter des jugements définitifs, sur toutes les activités de Mercier, — ce qui d'ailleurs réclamerait une compétence spéciale où il n'existe que de la bonne volonté, — mais que mon dessein, beaucoup plus modeste, est de signaler dans cette figure, d'un si puissant relief, les traits essentiels qui l'imposent à l'admiration et à la reconnaissance du Canada français et lui composent à mon sens, une auréole de gloire nationale.

Du reste, on voudra bien m'accorder que jamais il n'a été plus opportun de fortifier, chez

les nôtres, l'élément de fierté nationale, et de faire profiter la génération actuelle, des beaux exemples de talent, d'énergie et de patriotisme dont surabonde notre magnifique histoire. Pareillement, on conviendra, je suppose, que pour remplir utilement ce devoir patriotique, il n'est pas du tout indispensable de faire acte de critique ou d'historien, mais qu'il suffit de savoir dégager, en toute loyauté, d'un type supérieur d'humanité dont la maîtrise intellectuelle s'est affirmée dans des œuvres de vie, les caractères dominants, qui lui donnent figure de chef, et en font sous certains rapports, un modèle et une source d'inspiration pour la race qui a eu l'honneur de le produire.

Dans ces conditions, l'orateur ou l'écrivain, chargé de glorifier un personnage illustre, n'a plus qu'à se faire portraitiste et prétendre à un succès, qui doit principalement se mesurer à la fidélité de son crayon, au degré de ressemblance qu'il réussit à atteindre.

Je me rends bien compte, toutefois, que, même réduite à ces proportions, la tâche reste au-dessus de mes moyens, et qu'en l'assumant devant cet auditoire averti, j'ai cédé trop facilement à mon ardent amour pour l'homme qui a eu le glorieux privilège de symboliser l'âme de son peuple, de même, qu'à mon vif désir d'entretenir et de réveiller au besoin, dans le cœur de mes compatriotes, le culte fervent que mérite cet illustre défenseur de la cause nationale.

Vous serez indulgents, Mesdames et Messieurs, envers le conférencier. L'indulgence n'est-elle pas sœur de la charité, de cette grande vertu,

dont vous donnez ce soir la preuve touchante envers les malheureux, que notre belle société a pris sous sa bienfaisante tutelle.

Dans la première partie de mon travail, j'esquisserai brièvement la carrière de Mercier, m'arrêtant de préférence aux événements et aux faits marquants d'une vie mouvementée et parcimonieusement mesurée par le destin.

Dans la seconde partie, jé tenterai d'analyser les principaux aspects de cette grande personnalité, si richement douée par la nature, me réservant pour finir, d'indiquer les idées et les principes, d'où son œuvre de pensée et d'action, tire son caractère national et sa valeur définitive devant l'Histoire.

ANNEES DE JEUNESSE ET D'APPRENTISSAGE.

HONORE MERCIER est né le 14 octobre 1840, à Sabrevois, comté d'Iberville, dans cette fertile et riante vallée du Richelieu, qui a été le berceau de plusieurs de nos gloires nationales les plus pures. Il est issu de l'alliance féconde de deux des plus beaux noms du Canada français. Son père, Jean-Baptiste Mercier, robuste et intelligent cultivateur, et sa mère Dame Marie Catherine Laflamme, tenaient de leur saine hérédité française, les vertus édifiatrices des peuples qui ne savent pas mourir.

Le chef de la famille avait l'âge d'homme, quand éclatèrent les tragiques événements de 1837; et il fut au premier rang des patriotes qui payèrent noblement de leur personne, dans ce sanglant épisode de notre histoire, qui a précipité, quoi qu'on dise, la conquête de nos libertés constitutionnelles.

Disciple et admirateur du grand Papineau, mais logique jusqu'à la résistance armée, il fit bravement le coup de feu et fut fait prisonnier pour avoir favorisé l'évasion de deux de ses compagnons d'armes.

Après l'établissement de l'Union, la maison familiale devint un foyer d'organisation libérale, et Mercier se flatte d'y avoir rencontré, dans son enfance, les hommes politiques les plus influents de la région.

C'était l'époque où tous les Canadiens-français, à très peu d'exception, étaient libéraux, et se réclamaient fièrement des principes que Lafontaine n'avait pas voulu sacrifier, dans sa courageuse résistance à Sir Charles Metcalfe.

Ce n'est qu'en 1854, lors de la coalition McNab-Morin que prirent naissance les deux partis politiques actuels.

Mercier nous dit, quelque part, que parmi les esprits dirigeants du parti libéral dans Ippervey se trouvent alors Lucien Roy, J. M. Laniel, E. R. Demers, d'Henryville, J. B. Bissonnette, J. E. Mercier, F. Lesage, les Vincelette, et le dernier, mais non pas le moindre, le docteur Charles de Boucherville, de St-Athanase, plus tard premier ministre du Québec. Tous ces chefs libéraux fréquentaient alors chez le père Mercier et discutaient ensemble des graves problèmes de la race et de l'avenir du pays.

Il n'est pas étonnant que dans un milieu si imprégné de ferveur patriotique et au contact de tels hommes et de pareilles idées, le jeune Mercier ait acquis de bonne heure le goût de la politique et l'amour des principes dont il fit constamment la règle de sa vie publique.

Le député du comté était alors Charles Laberge, orateur éloquent et disert, esprit délicat et distingué, une âme d'élite et qui jouissait d'une grande popularité, justement acquise par ses

éminentes qualités intellectuelles et morales. Mercier nous raconte avec émotion, dans sa conférence sur Laberge, l'impression profonde que fit sur son âme juvénile, un discours de celui-ci prononcé à une fête de la St-Jean-Baptiste, au village de St-Athanase, à laquelle, pour les récompenser, son frère et lui, d'avoir sarclé un champ de pommes de terre, objet de la sollicitude paternelle, le père Mercier les avait conduits, un 24 juin de l'année 1852.

Mercier a gardé un tendre et doux souvenir des paroles éloquentes de Laberge, de même que du touchant portrait que lui fit son père, des patriotes de 1837, "ces braves qui s'étaient battus pour nous conserver le droit de parler la langue française et de pratiquer la religion catholique."

A l'âge de quatorze ans, nous retrouvons Mercier au collège des Jésuites, à Montréal, où il s'apprête à faire un cours d'études à la fois solide et brillant. A cette source intarissable de science et de vertu, le futur homme d'État a puisé, non seulement la saine alimentation de son esprit et les éléments de son riche savoir, mais encore, la trempe de son caractère viril, sa droiture de conscience et les fortes convictions religieuses qui orientèrent toute sa vie.

Avec quelle joie s'empressera-t-il plus tard de témoigner, de toute façon, sa vive reconnaissance envers les éducateurs de sa jeunesse, et d'exalter leur œuvre d'apostolat chrétien et de régénération sociale.

A l'un deux, le père Claude Larcher, son professeur de rhétorique, il gardera surtout un culte ardent d'amour et de gratitude.

Alors comme aujourd'hui, les bons pères Jésuites tenaient à faire bénéficier leurs élèves des classes supérieures, de la pensée et de l'éloquence des chefs religieux et civils de la race canadienne-française.

Mercier a conservé précieusement la mémoire d'une séance du cabinet de lecture paroissiale, à laquelle le recteur, le Rév. Père Vignon, avait amené les rhétoriciens et les philosophes, pour y entendre les discours annoncés de Mgr Bourget, de M. Granet, supérieur du séminaire; du Rév. Père Vignon, de Papineau, de Côme Séraphin Cherrier, de A. A. Dorion, et de T. J. Loranger; et il nous apprendra, à notre étonnement, que l'orateur qu'il avait trouvé, non pas le plus éloquent mais le plus exact dans son langage et le plus touchant dans ses expressions c'était M. Cherrier, alors l'une des lumières du Barreau et l'un des chefs libéraux les plus influents de l'époque.

De la vie collégiale de Mercier, nous connaissons, par un de ses condisciples et biographes, M. Napoléon Legendre, un épisode annonciateur de la brillante carrière promise à cet étudiant de vingt ans: son début oratoire, à l'occasion d'une séance littéraire et musicale, organisée par l'excellent père Claude Larcher.

Quatre élèves de cette classe: Buteau Turcotte, Chs. DeLorimier, Ferréol Dubreuil et Napoléon Legendre, avaient été chargés de louer successivement une arme de guerre: la cavalerie, l'infanterie, l'artillerie et le génie.

Le juge de ce débat académique devait être Honoré Mercier, alors élève de philosophie, à

qui ses talents et ses succès avaient fait attribuer ce rôle particulièrement difficile pour un jeune homme.

Legendre relate la surprise admirative provoquée dans l'auditoire, par la précoce maturité d'esprit, la clarté et la vigueur de raisonnement, par l'autorité et la maîtrise de soi, déployées par cet adolescent, en qui s'annonçait déjà le magnifique conducteur d'hommes qu'il fut par la suite.

Par modestie sans doute, M. Legendre oublie de nous faire connaître le nom du vainqueur de cette joute oratoire. Mais ce qu'il n'a pu nous cacher, c'est que deux au moins de ces quatre débutants de la tribune, se chargèrent de faire mentir la légende des forts en thème, en devenant, l'un juge éminent de la Cour Supérieure, à Montréal, et l'autre, un des hommes de lettres les plus estimés de la province.

Quant au juge de cette circonstance, nous allons maintenant le suivre dans son voyage accidenté à travers la vie, qu'il entreprend, une année plus tard, alors qu'il va faire son droit à Saint-Hyacinthe, dans l'étude de M^{tres} Laframboise et Papineau.

ETUDIANT EN DROIT ET JOURNALISTE.

Il est alors âgé de 22 ans, et il est admirablement préparé, par une solide éducation classique, par une culture greco-latine de premier ordre, à recevoir l'excellente formation légale dont il tirera, plus tard, ses éclatants succès du prétoire.

A défaut d'enseignement universitaire, il recevra de ses patrons, deux savants jurisconsultes destinés à revêtir l'hermine, les leçons de droit et de procédure, lesquelles mises à profit par un labeur consciencieux et un grand sens légal, lui ouvriront avec honneur, en 1855, les portes de la profession de Barreau.

Ses années de cléricature seront d'autant plus laborieuses, qu'il mènera de front le culte de Thémis et la pratique du journalisme, où ses goûts et ses aptitudes littéraires le jettent, dès l'origine, en l'installant, malgré son jeune âge, à la rédaction du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, une vigoureuse feuille de combat régionale, dont les violentes polémiques avec le *Journal*, rédigé par R.-E. Fontaine, polémiste de talent et lui-même futur avocat, tenaient l'opinion locale en ébullition et provoquaient des incidents parfois piquants.

Que le modeste gain qu'il pouvait tirer de son métier de journaliste amateur, ne fût pas tout à fait étranger à la détermination de Mercier, il n'y aurait pas lieu de s'en étonner, car, alors comme à présent, le Pactole n'était pas précisément à la portée des étudiants. Néanmoins, une préoccupation d'un ordre plus élevé, avait surtout motivé sa décision d'écrire, tout en poursuivant ses études légales.

Que le journalisme soit une excellente école pour la politique, ceux-là seuls qui ont été mêlés à la vie publique, peuvent en témoigner d'une façon suffisante. La nécessité d'apprendre soi-même, pour mieux renseigner et diriger les autres, l'obligation de condenser sa pensée et de

l'enfermer dans des termes précis et vigoureux, afin d'agir promptement sur l'opinion, l'habitude acquise de la rédaction hâtive et facile : autant de conditions qui assurent à l'orateur ou au débater des avantages précieux sur ses émules ou ses adversaires de la tribune.

C'est une vérité d'expérience que la plupart des grands parlementaires de tous les pays, ont puisé, dans cette discipline de la plume, leur principale force d'ascension politique, et la source de leurs plus éclatants succès oratoires.

Mercier était trop intelligent et trop légitimement ambitieux, pour négliger ce puissant moyen de préparation à la vie publique, vers laquelle ses dispositions naturelles et le caractère de son milieu, le poussaient irrésistiblement.

Saint-Hyacinthe était alors,—ce qu'il n'a pas cessé d'être depuis, — un foyer d'intellectualité, et l'un des centres les plus actifs d'action politique dans la province. Les Sicotte, les Laframboise et les Papineau, chez les aînés ; les Fontaine, les Bourgeois, les Boucher de la Bruère, les deux Dessaulles, les Paul de Cazes et les Bernier chez les cadets, pour ne mentionner que ceux-là, formaient une élite, qui donnait le ton à une phalange de professionnels et d'hommes d'affaires, dont l'influence et l'activité rayonnaient au dehors.

Le comté de Saint-Hyacinthe était représenté au Parlement par M. Sicotte, l'allié du premier ministre, dans le cabinet Macdonald-Sicotte et la situation politique se prêtait admirablement à l'emploi des talents d'écrivain et de polémiste du jeune étudiant en droit.

Le pays tout entier était secoué par une crise nationale intense, suscitée par un violent antagonisme entre les deux provinces, et par l'état d'anarchie en résultant dans l'administration de la chose publique. La discorde et l'instabilité du pouvoir provenaient surtout de l'épineuse question de la représentation basée sur la population, posée par le Haut-Canada, dès que cette province s'était vue en majorité dans l'Union.

Le régime constitutionnel en 1841, conçu dans une pensée d'écrasement du groupe français, se retournait maintenant contre ses auteurs, qui, furieux, de s'être trompés dans leurs prévisions, réclamaient, avec instance, la revision de la constitution, dans sa partie fondamentale, la représentation populaire, ne voulant accepter d'autre alternative que la rappel de L'Union, ou l'annexion aux États-Unis.

Et, comme le dit si bien un de nos meilleurs historiens actuels, (M. l'abbé Groulx): "Le spectacle ne manquait pas d'intérêt ni de saveur, de voir la majorité anglaise, prise à son propre piège, et demander la rupture d'une alliance qu'elle avait ardemment sollicitée."

Il est évident que le Bas-Canada, quasi-providentiellement échappé au danger, et protégé par la clause de l'égalité de représentation, ne pouvait souscrire à ce changement, dans notre loi organique, sans se livrer, pieds et poings liés, à une majorité hostile à ses institutions nationales.

Dès lors, le conflit ainsi posé, devenait aigu et irréductible, et les passions soulevées de part et d'autre, rendaient le gouvernement du pays

de plus en plus difficile, et ce, en dépit des efforts sincères des meilleurs esprits de tous les partis, pour rétablir la paix et administrer les affaires du Canada.

De 1887 à 1894, sept ministères se succédèrent au pouvoir, tous également impuissants à rallier une majorité stable, susceptible de mettre fin aux divisions croissantes, et de ramener la confiance réciproque et l'harmonie entre les deux provinces. Cet état d'esprit se manifestait par des controverses des plus passionnées, dans la presse des deux provinces, et, des deux côtés de la barricade, pleuvaient les attaques et les ripostes les plus véhémentes.

A l'avènement de Mercier, au *Courrier de Saint-Hyacinthe*, en 1863, le ministère Macdonald-Sicotte était chargé de défendre la forteresse constitutionnelle, menaçant de crouler sous les terribles coups de pioche du célèbre agitateur ontarien. Georges Brown, dont le cri de guerre, — no popery, no french domination, — avait ameuté le fanatisme de sa province contre un régime coupable d'avoir failli à sa tâche d'anéantissement de la race française.

A cause de M. Sicotte, alors député de St-Hyacinthe, le gouvernement bénéficia, tout d'abord, de l'appui de l'étudiant journaliste, qui avait mis toute sa confiance dans l'allié bas-canadien du premier ministre. Mais lorsque celui-ci, pour des raisons qu'il n'est pas utile d'apprécier ici, jugea à propos de substituer M. Dorion à M. Sicotte, Mercier se crut dégagé de son allégeance au ministère et suivit son chef dans l'op-

position bas-canadienne alors dirigée par Cartier, parvenu au zénith de sa carrière politique.

C'est alors que s'établit, entre M. Fontaine du *Journal* qui soutenait le nouveau régime, et le rédacteur du *Courrier* cette vive polémique, qui, de part et d'autre, fut signalée par de célèbres coups de plume, et même, par des altercations personnelles, et se poursuivit jusqu'à l'éclosion du projet de Confédération, en 1864.

Je crois qu'il y aurait lieu de tenter ici, une revision du jugement qui a classé Mercier comme conservateur à cette époque. L'a-t-il vraiment été, au sens qu'on est convenu d'attacher à l'attitude et aux actes d'un homme public, encadré dans un parti régulièrement organisé, qu'il soutient systématiquement et à l'exclusion de tout autre groupement politique? Il me semble que ni les écrits d'alors de Mercier, ni son action postérieure constante, ne justifient un classement aussi arbitraire, appliqué à un homme, qu'à toutes les phases de sa carrière, on a vu beaucoup moins préoccupé de la couleur des drapeaux et de la forme des étiquettes, que des idées et des programmes qu'ils représentent vraiment devant l'opinion publique.

Pour ma part, j'avoue que je n'ai jamais compris ni accepté cette tendance persistante à grouper les hommes occupés d'action politique, suivant des formules de convention, qui ne correspondent aucunement à leur pensée intime ou à leurs vues essentielles sur la manière de gouverner un pays. Et j'ose affirmer que le plus tôt nous aurons réussi à débarrasser notre vie publique de ces catégories artificielles et vides de sens,

qui obligent des citoyens de mentalité différente, et dont les idées, les tendances ou les intérêts sont divergents à se battre pour des mots, dont ils n'aperçoivent pas toujours eux-mêmes, la portée réelle et la véritable signification, le plus tôt, dis-je, nous aurons chance de coordonner utilement nos forces et nos moyens d'action, de façon à construire des partis politiques homogènes et puissants, capables de travailler efficacement au bien-être et à la saine administration du pays.

A la lumière de cette vérité et à l'examen de la pensée de Mercier, manifestée subséquemment dans ses faits et gestes, je crois qu'il est permis de prétendre que l'attitude du rédacteur du *Courrier* ne fut pas alors une opposition de parti mais, comme il l'a dit lui-même, une opposition nationale, fondée sur la défense sincère et énergique d'une doctrine qui fut le pivot constant de sa carrière, à savoir : le salut et la grandeur de la race canadienne-française.

En dépit de son admiration pour Cartier, dont il appréciait autant que quiconque, l'énergie, l'habileté et l'esprit de combativité, il ne consentira à lui donner son appui, que tant qu'il sera convaincu que la cause de ses compatriotes est suffisamment sauvegardée sous l'égide de cet homme d'État. Mais, d'autre part, on le verra, en compagnie de plusieurs conservateurs, se détacher de Cartier, dès qu'il aura acquis la conviction que la coalition de 1864, d'où est sorti le projet de confédération, renferme une menace pour l'avenir de la province de Québec et pour la race canadienne-française en général.

Mercier s'alliera donc à Dorion, Joly, Jetté, Holton, David, aux adversaires du gouvernement de coalition, pour faire échec à une mesure qui se montre à lui sous les traits du bloc enfariné de la fable.

Il se méfie de Sir John Macdonald, le tory francophobe de 1849 et le partisan avoué de l'Union législative. Il se méfie davantage de Georges Brown, dont le journal *Le Globe* fulmine chaque jour contre ses compatriotes; et l'alliance de ces deux politiciens du Haut-Canada, jusque là des adversaires irréductibles, ne lui dit rien qui vaille, pour le bien de sa race. Il quitte le *Courrier* afin d'avoir ses coudées franches, et, jusqu'à l'adoption des résolutions de la conférence de Québec, par le parlement de 1865, il combat énergiquement la constitution projetée, au nom des intérêts supérieurs de sa nationalité.

Une fois le projet voté par les Chambres, il suivra l'exemple de Lafontaine en 1841; il se décidera à faire un loyal essai de la nouvelle constitution, et avec son beau-frère, Paul de Cazes et MM. de la Bruère et Bernier, il réintègrera la rédaction du "Courrier."

La nouvelle combinaison n'était pas viable; et elle avorta presque aussitôt dès qu'il s'agit de protester dans le *Courrier* contre la soumission projetée, à l'arbitrage impérial, des difficultés survenues entre les provinces maritimes et le gouvernement canadien, relativement à l'entrée de ces provinces dans l'Union.

L'article préparé en commun la veille, fut répudié le lendemain, par MM. de la Bruère et

Bernier. Cette fois, c'était bien la rupture définitive. Mercier et de Cazes se retirèrent du "Courrier" bien convaincus de l'erreur de leurs amis et du danger d'une constitution, dont les principaux ouvriers faisaient preuve d'une mauvaise foi, au moins apparente, avant que le nouveau système politique ne fût mis en vigueur.

A ceux qui pourraient douter des véritables motifs qui ont engagé Mercier à quitter le parti conservateur, je rappellerai l'article qu'il publia alors avec M. de Cazes :

"Comme nous ne reconnaissons en politique de plus grande cause que la cause du pays, et de cause plus sainte que la cause nationale, et qu'aucune influence ne saurait être assez forte pour nous faire consentir à sacrifier les intérêts de nos compatriotes, l'avenir de la race canadienne-française, à ceux des chefs que rien ne nous oblige à croire impeccables, nous n'hésitons pas à nous retirer de la rédaction d'une feuille où, malgré des engagements sacrés, nous ne saurions trouver la liberté entière de nos opinions et de nos convictions."

Je me permettrai également de rappeler les paroles de Mercier à ce sujet, dans son discours à l'assemblée législative de Québec, le 7 mai 1886, sur la question Riel.

Après avoir rappelé les promesses faites par les partisans de la Confédération, et ses propres craintes, il disait :

"Poussé par ces craintes, j'ai quitté le parti conservateur avec lequel je m'étais identifié dans mes jeunes années et avec lequel je pensais mou-

rir. Ca été une des grandes tristesses de ma vie. J'abandonnais des chefs pour lesquels j'avais du respect, et je les abandonnais, parce que je croyais dans mon âme et conscience que cette Confédération que l'on disait devoir garantir notre avenir national, n'était qu'un piège que l'on tendait à notre ignorance des affaires politiques, à notre ignorance du fanatisme de certains hommes de la politique canadienne."

Donc, plus de doute, ce jeune homme de vingt-cinq ans, ce débutant sans fortune, a bel et bien sacrifié, à ses convictions intimes, à son généreux idéalisme et à son rêve de grandeur pour sa race, une situation brillante, un portefeuille de ministre à brève échéance, dans un parti tout-puissant, assuré d'une longue maîtrise du pouvoir, et cela, à une époque où le parti libéral, écrasé dans Québec, n'avait rien à lui offrir en compensation de son noble sacrifice.

A partir de là, Mercier restera désormais inféodé au parti libéral qu'il appuiera sincèrement, mais d'une façon libre et indépendante, recherchant avant tout le triomphe de l'idée nationale, et la réalisation de son grand dessein d'unir les pensées, les cœurs et les volontés, pour la prospérité et l'agrandissement de sa province.

De 1866 à 1871, Mercier se tient plutôt à l'écart du mouvement politique sans toutefois s'en désintéresser complètement.

Il est obligé, du reste, par les nécessités de sa vie matérielle, de se consacrer à sa profession qu'il affectionne et pratique avec un croissant succès, l'activité féconde d'un cerveau légal ad-

mirablement outillé et les ressources d'une éloquence, particulièrement apte aux débats mouvementés de la Cour d'assises.

Grâce à son travail, il se fait en peu de temps, une clientèle nombreuse et lucrative. Il plaide plusieurs procès importants, qui attirent l'attention et lui permettent d'utiliser les qualités maîtresses de son talent : une merveilleuse lucidité d'esprit, une forte et souple dialectique, une rare faculté d'analyse, lui permettant d'embrasser à la fois tous les aspects d'une question et de la traiter à fond, une remarquable aptitude à découvrir promptement les points faibles de l'adversaire et à en tirer un parti favorable pour sa cause, enfin, et par-dessus tout, une parole aisée, entraînant, chaude et pleine d'autorité, qui, tout ensemble, subjugué, émeut et convainc, laissant juge et jury à la merci de son emprise oratoire.

Au mois de mai 1866, Mercier avait épousé en premières noces, à Saint-Hyacinthe, Mlle Léopoldine Boivin, qu'une mort prématurée devait enlever à son affection deux ans après. De cette première union est née une fille, Élisabeth, devenue plus tard, l'épouse d'un jeune avocat de talent, qui devait faire convenablement son chemin dans le monde, puisqu'il se nommait Lomer Gouin.

En 1871, Mercier épousa Mlle Virginie St-Denis, une jeune fille des plus distinguées par le cœur et par l'esprit, de laquelle il eut cinq enfants dont trois sont encore vivants : L'hon. HONORE MERCIER, ministre des Terres et

Forêts, dans le cabinet Taschereau; Paul, ingénieur civil de Montréal; Eva, épouse de M. le docteur Fauteux, de Beauceville.

La seconde épouse de Mercier devait lui survivre durant près de vingt quatre ans, environnée de l'affection, du respect et de la gratitude de sa famille et de ses compatriotes, ceux-ci se plaisant à voir et à admirer dans la noble compagnie du grand Canadien-français, son auxiliaire et son soutien le plus précieux, dans ses jours de gloire comme d'infortune.

Si le cadre de cette causerie le permettait, il y aurait une parenthèse à ouvrir ici, en faveur de cette épouse admirable, de cette mère dévouée, de cette Canadienne-française éminemment représentative des qualités et des vertus de sa race, dont l'épreuve n'a jamais abattu le courage, et qui a présidé, avec un rare dévouement et une intelligence remarquable, à la formation des dignes héritiers du nom et des talents d'un illustre père.

Lorsque arriva l'année 1871, Mercier, par son magnifique talent d'avocat, avait conquis une des premières places au Barreau de St-Hyacinthe, parmi des avocats aussi marquants que MM. Larivière, Papineau, Bourgeois, Tellier et Fontaine, tous devenus plus tard juges de la Cour Supérieure.

Ce n'est pas que l'exercice de sa profession lui fasse perdre tout intérêt aux événements politiques de sa province et de son pays. D'ailleurs, s'il est encore très difficile pour les avocats de talent, fixés dans les districts ruraux, de se désintéresser de toute action politique, et même

de s'abstenir d'y prendre une part active, la chose était alors à peu près impossible, et, tout naturellement, plus encore pour Mercier que pour tout autre.

MERCIER ET LE PARTI NATIONAL, DE 1871.

Il n'est donc pas surprenant, que lorsque s'organise le mouvement national de 1871, il se hâte d'y donner son adhésion.

Qu'est-ce au juste, que le parti national de 1871, si éphémère et pourtant si digne de durer? M. le sénateur L.-O. David qui en fut l'un des principaux promoteurs, en fait l'historique d'une façon lumineuse dans son Histoire du Canada, sous la Confédération.

Je ne puis que le résumer, ici, en quelques lignes.

Ce mouvement représente la première tentative, dans notre province, pour s'évader de la politique traditionnelle des deux partis, existant depuis 1854 et fonder un nouveau groupement, dont le programme nettement nationaliste et de progrès économique, visait à rallier les dissidents de toute nuance, autour de réformes, jusque là refusées ou ajournées par les pouvoirs publics. Ses auteurs, tant libéraux que conservateurs, cédaient au besoin de briser des cadres qui gênaient leur liberté d'action et interceptaient le rayonnement de leur influence.

Les premiers, victimes d'injustes préjugés religieux, que n'avaient pas réussi à dissiper une

orthodoxie reconnue et la répudiation d'une compromettante solidarité, avec les cleargrits d'Ontario et certains membres de leur parti, espéraient ainsi désarmer l'attitude ouvertement hostile du clergé, et gagner, sinon son concours, du moins sa sympathique neutralité.

Les seconds, fatigués du joug de Cartier et mécontents de leurs chefs, sur la question des écoles du Nouveau-Brunswick, ambitionnaient de jouer, sous un nouveau drapeau, un rôle qui n'eût pas le caractère suspect d'une apostasie politique.

Ces diverses préoccupations engagèrent les uns et les autres, à former une concentration, qui, sous le nom de parti national, formula un programme dont les principaux articles réclamaient la réforme des lois électorales et de l'administration de la justice, la contestation des élections devant les tribunaux, l'abolition du double mandat, la création des écoles des arts et métiers, l'encouragement à la colonisation, l'abolition du conseil législatif, l'élection des sénateurs par le peuple ou par les législatures, la suspension des travaux de chemin de fer du Pacifique jusqu'à l'augmentation des ressources financières du pays : réformes dont les unes étaient plus urgentes que les autres et sont devenues, depuis, la loi du pays.

Le nouveau parti était représenté dans le journalisme par le "Bien Public", rédigé par MM. L.-O. David et Cléophas Beausoleil, et avait pris comme chef, à Montréal, M. L.-A. Jetté, dont la candidature victorieuse dans Montréal-Est,

contre Sir Georges-Etienne Cartier, fut un triomphe inoubliable.

Mercier s'empessa d'adhérer avec enthousiasme, à ce mouvement qui répondait si bien à l'idéal de sa vie, et assuma les fonctions de secrétaire de la nouvelle organisation politique.

En même temps, il écrivait au comité de Québec, une lettre, dans laquelle il s'attachait surtout à rassurer le clergé.

“Donnons-lui, disait-il, des gages de notre attachement et faisons-lui comprendre que nous tenons à son amitié. Le clergé nous observe avec une attention pleine de réserve, mais non dépourvue de bienveillance. Faisons disparaître cette réserve qui indique de la crainte et augmentons cette bienveillance qui nous garantit le succès, par une conduite digne et sage. Rassurons le clergé en lui donnant un gage, non équivoque de la sincérité qui nous anime et prouvons-lui que les mots sacrés de religion et de patrie se confondent dans notre pensée et que nous ne sommes pas plus insensibles aux intérêts de l'une qu'à l'avenir de l'autre.

“Notre clergé est national par ses glorieuses traditions comme par ses aspirations patriotiques; du jour où il aura conquis la conviction que nous travaillons sincèrement à la prospérité du pays, et que notre cause est celle de la religion et de la patrie, il nous tendra une main amie et appuiera de son immense influence les grands intérêts que nous cherchons à faire triompher.”

DEPUTE DE ROUVILLE A OTTAWA

Mercier soutint d'abord le programme national dans Bagot en y appuyant, sans succès d'ailleurs, la candidature de M. François Langelier en 1871, et le fit ensuite triompher, par sa victoire personnelle, dans Rouville, dont il fut élu le député aux Communes, aux élections générales de 1872.

Grâce à l'action combinée des libéraux et du parti national, la province de Québec fut représentée au Parlement de 1873, par une majorité d'opposition au gouvernement de Sir John Macdonald.

Dans les rangs de cette opposition, Mercier s'affirme tout de suite comme parlementaire de premier ordre. Son premier essai, son maiden-speech, — qui fut un coup de maître, — ce fut son grand discours sur la question des écoles du N.-Brunswick, laquelle, pour la première fois, avait, à la session précédente, posé devant le pays, le problème angoissant et depuis renouvelé de la situation des minorités dans la Confédération.

On se rappelle qu'en dépit de promesses formelles et de textes malheureusement incomplets, la législature du N.-Brunswick, violant l'esprit, sinon la lettre, de la constitution, avait, en 1871, supprimé d'un trait de plume les écoles séparées existant dans cette province avant 1857.

La motion Costigan réclamant le désaveu de cette législature inique, posait le point d'interrogation suivant :

Le Parlement du Canada s'appuyant sur la constitution, devait-il racheter la parole des pères de la Confédération, et redresser les griefs des catholiques, déjà formulés à la session de 1872, mais aggravés, dans l'intervalle, par de nouvelles mesures spoliatrices ?

Mercier soutint l'affirmative avec une éloquence chaleureuse, une force d'argumentation et une vigueur de conviction, qui firent une profonde impression sur la Chambre.

Certes, il avait beau jeu, en évoquant les débats de 1865, pour rappeler aux chefs conservateurs leurs engagements solennels, et leurs assurances de protection, ainsi que les paroles du ministre des colonies, Lord Carnarvon, à l'effet "que la minorité catholique romaine du Haut-Canada, la minorité protestante du Bas-Canada, et la minorité catholique des provinces maritimes, seraient placées sur un pied d'égalité et pourraient réclamer du gouvernement central, l'application des lois correctives nécessaires."

Son discours, modèle de logique et d'appel à la justice, fut l'un des plus complets de ce débat mémorable.

Bien que jeune député, il prit une part des plus actives, aux négociations qui groupèrent libéraux et conservateurs canadiens-français, à quelques exceptions près, dans un vote, qui entraîna la défaite du gouvernement.

Sir John Macdonald réussit néanmoins à garder le pouvoir, par une de ces habiles manœuvres dont il avait le secret, en persuadant à ses partisans révoltés, et même aux évêques, de sou-

mettre le litige aux juristes de la Couronne en Angleterre. On sait que l'avis de ces juristes fut défavorable à la minorité, et que celle-ci ne put obtenir, que plus tard, grâce à une attitude plus libérale de la législature en cause, des concessions substantielles, dont elle vit encore.

Mercier prit la parole, dans d'autres circonstances, avec sa liberté d'allures habituelle, allant un jour, jusqu'à parler de l'indépendance du Canada, de façon à s'attirer de la part de ses chefs, MM. MacKenzie et Dorion des remontrances qui, comme on le pense, n'eurent aucun résultat.

Le premier contact de Mercier avec la vie parlementaire, devait être d'ailleurs de courte durée. Le gouvernement Macdonald, qui avait du plomb dans l'aile, devait succomber, à la session suivante, sur ce qu'on a appelé le scandale du Pacifique, et céder le pouvoir à Alexander McKenzie, qui forma un gouvernement et fit dissoudre les Chambres.

Aux élections générales de 1874, Mercier, afin d'éviter des embarras à son parti, ne crut pas devoir briguer les suffrages dans Rouville. Il réintégra la vie privée, non sans avoir auparavant prêté un concours actif au ministère libéral victorieux.

Quatre années durant, Mercier travaillera à se faire pardonner par Thémis, son infidélité de 1872, et il consacrera à dame Justice, le meilleur de son talent et de son labeur d'avocat réconcilié avec le Palais.

Une première tentative de récidive en 1878, n'eut pas de succès. Défait par M. Louis Tellier

par une majorité de six voix, aux élections fédérales, il put se croire à jamais prisonnier de la basoche, et retourna, sans murmurer, à sa clientèle et à ses dossiers, se jurant bien de ne plus écouter la voix ensorceleuse de la sirène politique.

MINISTRE DANS LE CABINET JOLY.

Cette voix ne devait pas tarder, cependant, à résonner à ses oreilles d'une façon irrésistible, par la bouche autorisée du premier ministre Joly qui l'appelait, l'année suivante, à remplir dans son ministère, la vacance créée par la mort de l'hon. M. Bachand, trésorier provincial, et député de Saint-Hyacinthe. Mercier recevait le portefeuille de solliciteur général, et pour vaincre ses scrupules, M. Joly n'avait eu qu'à présenter à son âme chevaleresque, le devoir difficile d'appuyer un gouvernement qui ne se maintenait en selle que par le vote prépondérant du président de la chambre.

Dans ce Waterloo, genre politique, que la défection réservait à son armée, le premier ministre faisait donner la garde, en invitant son plus valeureux lieutenant, à croiser le fer avec le redoutable chef de l'opposition d'alors, Adolphe Chapleau, dans la maturité de sa gloire et de son merveilleux talent oratoire.

Mercier n'eut malheureusement pas le temps, durant cette crise, de donner la mesure de sa force de meneur d'hommes et de débater. Comme le dit un de ses biographes, étant le dernier arrivé dans le cabinet, il ne lui appartenait pas,

sans doute, de prendre l'initiative. Sa valeur et son courage ne pouvaient pas, du reste, sauver son parti de la désertion de cinq de ses membres, MM. Flynn, Paquet, Fortin, Chauveau et Racicot, qui, par une illumination soudaine, dont Chapleau, paraît-il, connaissait bien le secret, étaient, du jour au lendemain, passés à l'ennemi, provoquant ainsi la défaite du ministère.

On se rappelle l'apostrophe cinglante dont Mercier au cours du dernier débat, salua ses convertis de la dernière heure :

“On parle de conciliation. Ah! M. le Président, au temps où Lafontaine luttait comme nous luttons aujourd'hui pour la revendication des lois populaires et des libertés publiques, l'action que vous allez commettre n'eut pas été appelée de la conciliation, mais de la trahison.”

Il faut signaler le discours que Mercier prononçait à la même époque, sur l'intervention du gouvernement fédéral, qui avait destitué le lieutenant-gouverneur LeTellier. C'est une pièce d'éloquence à relire, parce qu'elle illustre bien la manière de l'orateur, appelé à traiter une question de droit constitutionnel.

Le 30 octobre 1879, M. Joly abandonnait la place au gouvernement Chapleau, et Mercier continuait à appuyer, dans l'opposition, son parti et à y manifester un talent de tacticien de premier ordre et un coup d'œil parlementaire très sûr.

MERCIER A MONTREAL.

Au printemps de 1881, fatigué de la lutte et repris par la nostalgie de sa profession, dont sa famille, du reste, avait besoin pour vivre, Mercier vint se fixer à Montréal, où il ouvrit une étude en société avec MM. Cléophas Beausoleil, une des fortes têtes du parti libéral, et Paul-G. Martineau, aujourd'hui juge de la Cour supérieure.

Encore une fois, il était résolu à se murer dans la vie privée. Mais cette résolution, comme la précédente, devait plier devant les exigences implacables de son parti décimé, qui le clouèrent à son rang, et lui firent accepter une réélection par acclamation, à Saint-Hyacinthe.

Dès son arrivée à Montréal, il s'occupe de la ré-organisation du parti libéral, dans ce district.

A la convention du 29 mars 1881, il donne les directives qu'il juge utiles à sa cause, et prononce un discours programme, où il indique les réformes qui lui tiennent le plus au cœur, et où il définit la position de son parti devant l'opinion. On y relève particulièrement sa profession de foi favorite sur les relations du parti libéral avec le clergé catholique; une déclaration de principes sur la question fiscale et douanière; la revendication de l'autonomie des provinces contre les empiètements du pouvoir fédéral; et enfin, la nécessité de promouvoir les intérêts primordiaux de l'instruction publique.

C'est à cette époque que se produisit cet événement important de sa carrière, dont on lui a

fait un reproche et qui a été considéré, en certains quartiers, comme une faute ou une erreur de tactique; je veux parler de son projet de la coalition avec MM. Chapleau et Mousseau.

LES TENTATIVES DE COALITION DE 1881.

Mercier a lui-même convenu de ce fait, non pas pour s'en excuser, mais pour s'en expliquer loyalement, en établissant d'une façon péremptoire, d'abord, que l'initiative d'une pareille démarche procédait de MM. Mousseau et Chapleau, qui désiraient, par là, consolider leur parti divisé, et se libérer de l'alliance encombrante des castors; et secondement, qu'il n'avait accepté de traiter avec ses adversaires politiques, qu'après avoir posé des conditions honorables pour ses partisans, et fait preuve de son désintéressement personnel et de son dévouement pour sa province.

Je tiens de M. Decelles, l'un des intimes de Chapleau, que celui-ci lui aurait souvent déclaré qu'il avait lui-même désiré cette coalition et que si elle n'avait pas abouti, c'était grâce à l'opposition irréductible de ses alliés du groupe dit castor.

D'autre part, M. Chs. Langelier affirme dans ses *Souvenirs politiques* que Mercier lui-même aurait probablement accepté cette coalition, s'il eût eu l'agrément unanime de son parti, ou encore, si l'on avait éliminé du ministère certains de ses membres.

Quoi qu'il en soit de ces divers témoignages, il nous paraît certain que cette tentative de rappro-

chement entre les meilleurs hommes des deux partis, n'avait rien de déshonorant pour Mercier, qui restait fidèle à son dessein constant de réunir en faisceau, toutes les forces vives de sa race, et que, d'autre part, une concentration politique, réalisée sur des principes justes et honnêtes, ne pouvait qu'être favorable aux intérêts de la province.

Au banquet Blake, à Montréal, le 19 avril 1881, Mercier prononçait les paroles suivantes, qu'il est utile de rappeler ici, parce qu'elles mettent en lumière, son incessante préoccupation de désarmer l'opposition du clergé catholique.

“C'est, dit-il, l'occasion de faire une déclaration solennelle, une déclaration qui devra faire taire nos adversaires, s'ils sont honnêtes, et en même temps rassurer nos amis, que certains événements qui se passent actuellement en Europe, pourraient rendre inquiets. Qu'on le sache donc une fois pour toutes : nous répudions toutes les doctrines impies, révolutionnaires ou socialistes qui bouleversent le monde. Nous sommes pour les libertés et nous condamnons tous ceux qui les foulent aux pieds et cherchent à écraser par des persécutions religieuses ou politiques. Nos ennemis ont cherché de tout temps à nous compromettre, ils nous ont prêté des principes que nous ne professons pas, et ils nous ont reproché des idées que nous n'avons jamais émises.”

Cette déclaration fut accueillie avec faveur par les intéressés ; elle était le prélude de la campagne d'apaisement et de conciliation dont Mercier

devait faire l'une des pièces maitresses de son édifice politique.

Aux élections générales de 1882, le gouvernement Chapleau revint au pouvoir avec une majorité écrasante. L'opposition libérale ne comptait qu'une quinzaine de membres et son chef, M. Joly, qui luttait infatigablement depuis 16 ans, crut devoir passer son sceptre à Mercier, à l'ouverture de la session de janvier 1883.

MERCIER CHEF D'OPPOSITION.

A l'exception de M. Beaugrand, de *La Patrie* et du *Witness* et de quelques autres dissidents, le choix de Mercier fut accueilli avec enthousiasme par les libéraux, qui voyaient dans le nouveau chef, le Moïse chargé de les conduire dans la Terre Promise.

Nous allons voir à l'œuvre, l'homme, qui a été, de l'aveu de tous, le chef d'opposition le plus habile et le plus formidable que la province ait jamais eu.

C'est ici, dit l'un de ses biographes, que commence sa véritable carrière politique, et qu'il va déployer sur un plus large théâtre ou du moins, dans des sphères plus variées, les puissantes qualités qui le distinguent, en particulier, son incontestable talent de meneur d'hommes et de grand capitaine. A la tête d'une phalange peu nombreuse, mais dévouée, il se multiplie et semble présent à la fois, sur tous les points. Aucun sujet de discussion ne lui est étranger : finance, statistiques, instruction publique, agriculture et colonisation, bois et forêts, travaux publics, questions constitutionnelles, commerce

et industrie, il aborde tout et fait preuve de la plus vaste érudition, en même temps que d'une superbe puissance de parole. Son réquisitoire sur l'adresse, le 22 janvier 1882, et ceux qu'il prononça dans des circonstances analogues, contiennent des passages saisissants, qui donnent facilement l'idée de la souplesse et de la fécondité de son talent.

Doué d'une prodigieuse capacité de travail, il tenait à compulsur lui-même tous les dossiers, déposés sur le bureau de la chambre, et consacrait ses soirées et ses dimanches, à l'accumulation d'une documentation précieuse, qu'il utilisait avec une efficacité étonnante.

Lors de l'avènement de Mercier au poste de chef d'opposition, Chapleau venait de permuter à Ottawa avec Mousseau, ministre dans le cabinet Macdonald, et celui-ci n'avait pas toutes les ressources et surtout le prestige de son brillant prédécesseur.

En toute justice pour M. Mousseau, il faut ajouter qu'il était alors atteint de la maladie, qui devait l'emporter, peu d'années après, et n'avait plus tous ses moyens d'autrefois. D'autre part, en dépit d'une valeur incontestable, d'un talent réel, de belles et solides qualités, et d'un mérite indiscutable, il ne sut déployer l'énergie et la souplesse indispensables à un chef de gouvernement assailli, avec la vigueur que l'on devine, par le nouveau chef libéral.

De plus, M. Mousseau avait recueilli une succession onéreuse, compromise même, et ne reçut pas, de ses amis politiques, tout l'appui sur lequel il avait le droit de compter, dans les

circonstances difficiles où il avait pris son parti à Québec.

Aussi le nouveau premier ministre, dans de pareilles conditions, ne put-il longtemps tenir tête à son redoutable adversaire, et dut, quelques mois après, troquer un poste aussi difficile, pour les fonctions plus calmes de juge à Rimouski.

Le Dr. Ross, successeur de Mousseau, n'était pas de taille, non plus, à se mesurer avec le chef de l'opposition. D'ailleurs, le premier ministre siégeait au Conseil législatif, et l'assemblée législative avait pour leader, le procureur général, M. L.-O. Taillon.

Ce vétéran distingué de la politique canadienne, qui porte si allègrement le poids de ses quatre-vingt-deux ans, (1) n'était certes pas un adversaire à dédaigner. Orateur éloquent, renseigné et spirituel, d'une activité inlassable et d'une intégrité reconnue, homme courtois et chevaleresque, il fut, après Chapleau, le véritable chef de son parti à Québec.

L'incident le plus remarquable de ces luttes épiques, fut, assurément, la fameuse assemblée de Saint-Laurent, le 6 septembre 1883, théâtre de cet inoubliable duel oratoire entre Chapleau et Mercier. Les témoins survivants de cette rencontre mémorable, n'hésitent pas à affirmer que Mercier remporta alors la palme sur son célèbre rival. Celui-ci, d'ailleurs, avait, paraît-il, à l'issue de l'assemblée, convenu loyalement du triomphe de Mercier.

(1) Il est décédé subitement, depuis, à Montréal, le 25 avril 1923.

Cette assemblée avait lieu dans les circonstances suivantes :

L'hon. M. Mousseau, devenu premier ministre à Québec, après s'être fait élire une première fois dans Jacques-Cartier, quelques mois auparavant, avait vu son élection annulée par les tribunaux, et se présentait de nouveau, dans le même comté, ayant le même adversaire M. J.-A. Décarries. Celui-ci avait l'appui, non seulement des libéraux, mais aussi du groupe des "Castors" dont l'âme dirigeante était le sénateur F.-X.-A. Trudel, directeur de l'*Etendard*.

La présence annoncée de Chapleau avait attiré une foule d'au moins cinq mille personnes.

Mercier était malade, et son médecin lui avait interdit cette assemblée.

Les adversaires avaient fait circuler la rumeur que Mercier n'oserait pas venir à Saint-Laurent, de crainte d'y rencontrer Chapleau.

Les libéraux étaient consternés. C'en fut assez pour que le courageux tribun forçât la consigne médicale et se rendit sur le champ de bataille, où son apparition fut une surprise désagréable pour les uns, et suscita l'enthousiasme et une joie délirante chez les autres.

Ce fut le plus beau tournoi de tribune de l'époque. Chapleau parla le premier, et, comme d'habitude, fut, tout-à-tour, brillant, sarcastique et véhément. Il chercha surtout à éblouir son auditoire.

Mercier le suivit dans une attaque à fond de train contre son administration où il s'appliqua plutôt à convaincre les esprits par la vigueur et la solidité de son argumentation.

Il est intéressant et instructif, de relire aujourd'hui, ces deux discours où se révèlent la manière différente et le tempérament distinct de ces deux puissants athlètes de la tribune.

Si le discours de Chapleau est plus coloré, plus souple, plus imagé, plus littéraire en un mot, celui de Mercier nous paraît plus clair, plus philosophique et plus vigoureux, enfin, plus effectif; et ces deux splendides efforts de la parole, illustrent bien l'art et la méthode caractéristique de ces orateurs, de même que le genre alors en honneur dans notre province.

La lutte se poursuit plus âpre, plus passionnée et l'on perçoit qu'un changement se dessine dans l'opinion publique, les libéraux remportant quelques élections partielles. L'on sent que le sentiment populaire devient de plus en plus favorable aux idées de Mercier. Les événements se précipitent, mais rien ne fait prévoir une transformation radicale de l'opinion, à brève échéance, alors que, soudain, éclate le coup de tonnerre de Régina, dans le ciel serein de notre vie politique.

L'AFFAIRE RIEL.

On se rappelle la genèse de cet événement tragique: le soulèvement des Métis dans le Nord-Ouest, sous la conduite de Louis Riel, le procès de celui-ci, sa condamnation à mort, et l'exécution de la sentence.

Il faut avoir vécu à cette époque, pour se rendre un compte exact de l'émotion et du bouleversement produits chez les nôtres, par ce sanglant épisode de notre histoire. Qu'il suffise de

dire que toute la race française se sentit frappée au cœur, et soulevée d'un élan unanime au-dessus des querelles de partis, chercha d'instinct le chef digne d'incarner les légitimes révoltes de son honneur et de sa conscience outragée.

Ce chef lui était né, dans la personne de Mercier que son tempérament, son talent, son caractère, toute la courbe de sa vie, qualifiaient pour ce rôle de vengeur et d'apôtre.

A défaut de Chapleau, qui s'était dérobé à l'offre généreuse de Mercier, le chef libéral, mû en chef national, allait prendre en main la cause de ses compatriotes, à l'oreille desquels, le glas sinistre de Régina avait résonné comme un appel à l'union sacrée, contre l'ennemi séculaire de leur sang et de leur foi, l'orangisme ontarien.

Sur l'initiative d'un comité composé d'hommes de tous les partis, 50,000 personnes se réunirent le 22 novembre 1885, sur le Champ de Mars, et adoptèrent des résolutions, qui devinrent le programme d'action du nouveau groupement politique. Mercier fut le porte-parole le plus éloquent de cette protestation organisée. Je crois encore entendre l'accent pathétique et solennel de ses premières paroles :

“Riel, notre frère, est mort, victime de son dévouement à la cause des Métis, dont il était le chef, victime du fanatisme et de la trahison; du fanatisme de Sir John et de quelques-uns de ses amis; de la trahison de trois des nôtres, qui pour garder leur portefeuille, ont vendu leur frère. Riel est mort sur l'échafaud comme sont

morts les patriotes de 1837, en brave et en chrétien. En livrant sa tête au bourreau, il a pardonné à ses ennemis.”

Et cette phrase évocatrice et significative :

“Nous unir. Oh! que je me sens à l’aise en prononçant ces paroles. Voilà vingt ans que je dis à mes frères de sacrifier sur l’autel de la patrie en danger, les haines qui nous aveuglent et les divisions qui nous tuent. On a répondu à ce cri de ralliement, parti d’un cœur patriotique, par des injures, des calomnies. Il fallait le malheur national que nous déplorons, il fallait la mort d’un des nôtres pour que ce cri de ralliement fut compris. “Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous”, telle fut la conclusion de ce discours véhément où vibrait l’âme de sa race, dressée contre l’injustice et la violence de ses oppresseurs.

Le 7 mai 1886, à la session de la législature, il prononçait sur la question Riel cet émouvant réquisitoire, qui restera, à mon sens, comme le plus beau, le plus puissant, le plus admirable effort oratoire de sa vie, et assurément, l’un des plus beaux modèles de l’éloquence canadienne-française.

On sait le reste : la dissolution des chambres, la formation du parti national, composé des libéraux traditionnels et de conservateurs comme l’hon. Pierre Garneau, le sénateur Bellerose, M. Bergeron, M. Georges Duhamel, le sénateur Trudel, etc., la campagne électorale la plus mouvementée de nos annales, au cours de laquelle Mercier parcourut la province en tout

sens, se faisant acclamer par les foules en délire, à plus d'une centaine d'assemblées, la victoire du 16 octobre 1886, la démission du cabinet Taillon, le 27 janvier 1887; enfin la formation du premier gouvernement national qui, près de cinq années durant, présidera aux destinées de la province.

MERCIER PREMIER MINISTRE

Dans le nouveau ministère figuraient des libéraux de carrière comme M. Shehyn, le trésorier provincial, M. Gagnon, secrétaire de la province, James McShane, commissaire des travaux publics, Arthur Turcotte, David, A. Ross, ministres sans portefeuille, et des anciens conservateurs comme l'hon. Pierre Garneau, ministre des terres et Georges Duhamel, solliciteur général. Le premier ministre s'était réservé le poste de procureur général.

L'heure des responsabilités avait enfin sonné pour l'infatigable lutteur, "le tigre", dirait-on aujourd'hui, dont la formidable puissance de destruction avait eu raison de ses adversaires.

Saurait-il organiser la paix comme il avait su gagner la guerre? Réussirait-il à régner avec autant de succès qu'il s'était battu avec courage et persévérance?

Enfin, de la critique où il avait excellé, atteindrait-il aisément à l'art délicat et difficile du gouvernement?

Le doute à cet égard, si doute il y avait eu, ne devait pas être de longue durée.

Dès la première session, l'un de ses plus éminents adversaires, M. Thomas Chapais, avait

candidement à M. Decelles, qu'après avoir vu les débuts de Mercier, il avait prévenu ses amis politiques que l'avenir leur réservait un long séjour dans l'opposition.

J'ai pris plaisir, Mesdames et Messieurs, à étudier la législation et à examiner les principaux actes, qui tiennent entre l'avènement de Mercier au pouvoir et son renvoi d'office, c'est-à-dire dans une période de moins de cinq années; et j'avoue que je suis resté confondu devant cette œuvre immense qui embrasse tous les principaux aspects et répond aux besoins fondamentaux de notre vie nationale.

Finance, commerce, agriculture et colonisation, réglementation et exploitation judicieuse du domaine public, agrandissement du territoire et relèvement du subside fédéral, relations avec le pouvoir central, instruction publique, réorganisation des services publics, que sais-je encore, toutes ces diverses questions sont traitées avec ampleur, et résolues en fonction des intérêts de la province.

On dirait que cet homme d'Etat, doublé d'un psychologue très au fait de la mobilité du sentiment populaire, a comme un pressentiment de la précarité de son règne et qu'il veut se hâter de liquider l'héritage des régimes précédents et de remplir ses propres engagements envers la province.

Son œuvre est d'autant plus méritoire et digne de louanges, qu'elle s'accomplit, la plupart du temps, au milieu de difficultés d'ordre politique et financier, dont il faut tenir compte pour juger équitablement des résultats acquis.

Se maintenir pour régner, cette devise des régimes représentatifs, s'impose à l'état de problème aigu, aux dirigeants de la nouvelle administration. C'est qu'à l'inverse de ses prédécesseurs, le gouvernement Mercier, issu d'une coalition, porte en soi un germe de dissolution, qui le rend plus vulnérable aux attaques de ses ennemis.

C'est le destin ordinaire des coalitions, de rarement survivre à l'idée ou au sentiment qui les a fait naître.

Le ministère national n'échappera pas à cette loi. Sous les coups d'une opposition nombreuse et fortement organisée, qui lui fait une guerre sans merci, le bloc de 1886, tièdement soutenu—quand il n'est pas combattu,—par certains libéraux intransigeants, — s'effritera graduellement par la défection d'individualités marquantes, qui s'emploieront activement à détruire l'édifice élevé de leurs mains.

D'autre part, comment un budget annuel de moins de quatre millions,—que l'odieux de la taxe chez le peuple, empêche de grossir par de nouveaux impôts,—peut-il suffire à alimenter les vastes projets, qui surgissent, à chaque instant, du cerveau ambitieux de cet ardent patriote, qui rêve de porter sa province au premier rang dans le Dominion? Mais qu'importe. Mercier se mettra à l'œuvre avec l'ardeur et le courage d'un néophyte, et sans se soucier des obstacles suscités par ses amis ou ses adversaires, sans regarder, ou presque, à la dépense,—comptant sur l'avenir pour y pourvoir—il mettra à jour les desseins les plus grandioses et voudra faire vite

et grand, s'attachant avant tout, puisque son gouvernement est un gouvernement national, à donner à ses entreprises d'intérêt général, le cachet d'une collectivité catholique et française.

A la première session, il s'acquitte d'abord, d'un devoir de reconnaissance envers les éducateurs de la jeunesse, les Jésuites, en leur octroyant la personnalité civile. Par une autre loi, il fonde le ministère de l'agriculture et de la colonisation, dont, pour bien marquer l'importance primordiale, il prend lui-même la direction, associant à sa tâche, comme sous-ministre, le curé Labelle, l'apôtre par excellence de la colonisation dans notre province.

Une autre loi, autorisant un emprunt de \$3,500,000 affecté en partie au remboursement d'un emprunt précédent, reçoit la sanction du chef de l'exécutif. Puis, successivement, viennent, parmi les projets les plus importants : le règlement de la question des biens des Jésuites ; le règlement des comptes entre Québec et Ontario ; les lois de protection ouvrière ; la conversion de la dette publique ; la loi concernant la taxe sur les corporations commerciales ; l'établissement de la cour de Magistrats de district, à Montréal ; la création du mérite agricole ; la formation des sociétés agricoles et laitières ; l'octroi des cent acres de terre aux pères de famille de douze enfants ; l'augmentation de la représentation populaire ; l'établissement des écoles du soir ; la voirie et la construction des ponts en fer ; l'emprunt de dix millions et les subsides aux chemins de fer.

On comprend qu'il m'est impossible d'analyser toute cette législation d'un caractère aussi varié, mais on me permettra de m'arrêter un instant aux trois mesures qui, de l'aveu de tous, constituent les pièces maîtresses de l'œuvre législative et administrative de Mercier; la conférence interprovinciale, la question des biens des Jésuites et la fusion de l'Ecole de médecine Victoria avec l'Université Laval.

LA CONFERENCE DE 1887.

Au mois d'octobre 1887, les délégués de toutes les provinces, sauf l'Ile-du-Prince-Edouard et la Colombie-Anglaise, se réunissaient à Québec pour se concerter et organiser une action commune, dans leurs rapports avec le pouvoir central. Ce fut, si je ne me trompe, la première réunion de ce genre, tenue depuis la Confédération et l'honneur en revient entièrement à Mercier auquel le premier ministre d'Ontario, M. Mowatt, rendait alors le témoignage flatteur qu'il avait été "head and shoulders above us."

Les principales résolutions adoptées par cette conférence, avaient trait à l'augmentation du subside fédéral, la nomination d'une partie des sénateurs par les provinces, la limitation du pouvoir de désaveu chez l'Etat fédéral, l'abolition des conseils législatifs, la suppression du système électoral et de confection des listes établi par le gouvernement d'Ottawa, l'extension des frontières nord de la province, etc.

LES BIENS DES JESUITES.

Si l'incorporation de la Compagnie de Jésus avait été un acte de reconnaissance, la restitution partielle, de leurs biens confisqués par la Couronne britannique, après la Cession, devait être un acte de Justice. Ces biens consistaient surtout en seigneuries, en un collège à Québec et ses dépendances, et en terrains à Montréal, le tout évalué par M. Rivard, le surintendant des biens des Jésuites à \$1,603,203.

Jusque-là, aucun homme d'Etat canadien n'avait eu le courage de régler cette question épineuse, bien que certains prédécesseurs de Mercier, M. Ross en particulier, en eussent posé les préliminaires, sans oser toutefois aller plus loin, Avec l'agrément et sous l'autorité du Saint-Siège, et d'accord avec les autorités épiscopales, Mercier entreprit d'indemniser les Jésuites en leur faisant accepter une somme de \$400,000 et la rétrocession des droits du gouvernement sur la Commune de Laprairie.

Afin d'apaiser l'élément anglo-protestant, qui voyait ce règlement d'un mauvais œil, Mercier affecta à leur intention une somme de \$60,000 qui fut mise à la disposition du comité protestant de l'instruction publique. L'expérience a démontré qu'aucun acte de Mercier n'a plus contribué à soulever contre lui la haine des Anglais fanatiques, et des orangistes en particulier.

On sait que cette mesure de justice fut l'objet d'un débat acrimonieux à la Chambre des Communes et fournit à notre illustre compatriote Wilfrid Laurier, la matière d'un admirable dis-

cours sur l'autonomie des provinces. On sait également que le gouvernement de Sir John eut le bon esprit de ne pas intervenir et de faire rejeter la demande en désaveu, laquelle ne fut appuyée que par treize députés, des orangistes naturellement, dont notre race a retenu soigneusement les noms.

FUSION DE VICTORIA AVEC LAVAL.

Lors de l'établissement de l'Université Laval, à Montréal, il existait une école de médecine et chirurgie indépendante, dite Ecole Victoria, munie d'un excellent personnel enseignant et jouissant d'une bonne réputation.

D'autre part, la faculté de médecine de l'Université Laval, à ses débuts, ne pouvait se fortifier, en présence d'une école rivale, établie depuis plusieurs années. La fusion de ces deux écoles était le but poursuivi par les autorités universitaires. A cette fusion, s'attela le nouveau vice-recteur, M. le curé Proulx, de Saint-Lin, dont le rôle dans cette affaire, comme ses œuvres à l'Université Laval, ne semblent pas avoir reçu toute la justice qu'ils méritent.

Devant l'énergique opposition de l'Ecole Victoria, la question menaçait de s'éterniser, lorsque l'épiscopat de la région de Montréal, entreprit de saisir la législature de Québec, d'un projet de loi destiné à opérer la fusion désirée. Ce projet de loi fut vivement combattu par l'Ecole Victoria.

Mercier ne crut pas devoir intervenir tout d'abord, entre les parties intéressées, et le projet de loi fut rejeté.

Les évêques revinrent cependant à la charge, par une lettre collective, et Mercier, pressé d'agir au nom des intérêts supérieurs de sa race et de sa foi, consulta officiellement son cabinet. De cette consultation, sortit la réponse nette et décisive, que Mercier ne patronerait un nouveau bill que si le Pape lui prêtait le secours et l'autorité de son auguste parole. C'est alors que le Souverain Pontife Léon XIII écrivit au premier ministre la lettre suivante :

LEON XIII, PAPE.

A notre Cher Fils,

salut et bénédiction apostolique.

Nous avons appris, que, grâce à une entente entre les professeurs, l'union de l'École de Médecine existant depuis longtemps dans la cité de Montréal, avec la Faculté de médecine de l'Université Laval, établie dans la même ville, est sur le point de s'accomplir, et que pour l'effectuer un projet de loi sera bientôt soumis à la Législature provinciale.

Comme cette union des deux facultés en un seul corps est éminemment propre à pacifier les esprits et à promouvoir, dans ce centre intellectuel, les intérêts de la science, elle est par là même souverainement désirable et il faut tâcher de la procurer par tous les efforts possibles.

C'est pourquoi nous espérons qu'usant de votre habileté dans la conduite des affaires et donnant libre cours à vos sentiments bien connus d'attachement à l'Eglise catholique, vous saurez assu-

rer à ce projet de loi un plein et entier succès. En agissant ainsi, soyez persuadé que vous ferez une chose certainement utile à la ville de Montréal, ainsi qu'à la province dont les intérêts vous sont confiés, et qui, en même temps, nous sera à nous-même très agréable.

Recevez en attendant, comme gage des biens célestes et en signe de notre bienveillance, la Bénédiction Apostolique que Nous vous accordons très affectueusement dans le Seigneur.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 19 novembre 1890, l'an douzième de Notre Pontificat.

(Signé) LEON XIII, PAPE.

Mercier avait donné sa parole, et grâce à son influence et à sa diplomatie, il réussit à faire voter une loi, mettant fin aux difficultés d'une manière équitable, et réglant la fusion ardemment souhaitée depuis longtemps.

Encore une fois, Mercier par son courage, son esprit de foi et son sens de l'intérêt national, avait réglé une question intimement liée à l'avancement et au progrès intellectuel de ses compatriotes.

Ce règlement devait cependant créer des rancœurs qui nuisirent plus tard à Mercier. Il ne faut pas oublier que si d'un côté, l'intérêt de l'Université Laval exigeait cette fusion, d'autre part, les professeurs de l'école de médecine Victoria, voyaient s'écrouler leur rêve de faculté indépendante, et sacrifier le fruit de plusieurs années d'un labeur aussi intelligent que désintéressé.

Abstraction faite des prétentions légitimes des uns et des autres, il est permis de soutenir aujourd'hui que la consolidation des deux facultés, a eu pour résultat de faire, de deux corps faibles, un foyer puissant d'enseignement médical canadien-français, dont nous saluons avec orgueil et satisfaction les progrès grandissants.

MERCIER EN EUROPE.

A l'issue de la session de 1887, Mercier littéralement épuisé et se croyant menacé de consommation de la gorge, fit, sur l'avis de la faculté médicale, un voyage en Europe, profitant de son séjour en France et à Rome pour négocier avec le Crédit Lyonnais, à des conditions exceptionnellement avantageuses, l'emprunt de \$3,500,000 et obtenir du Saint-Siège l'autorisation de régler la question des biens des Jésuites.

Dans ce premier voyage comme dans le second, en 1891, Mercier fit figure de grand seigneur et représenta avec éclat sa province et sa race. A ce fils éloquent et distingué du Canada français, la France fit un accueil des plus chaleureux. Dans ce premier ministre britannique, resté si français de langue, d'esprit et de cœur, l'ancienne mère patrie se reconnut avec complaisance, heureuse de saluer, en lui, un témoignage éclatant de la fécondité de son génie colonisateur.

Jamais auparavant, homme d'Etat canadien-français, n'avait fait les honneurs de sa province, avec autant d'ampleur et d'efficacité. Toutes les portes, même celles des églises, où l'homme politique s'improvisa prédicateur, s'ouvrirent

à deux battants, devant cet illustre représentant d'une civilisation que d'aucuns en France croyaient à jamais étouffée sous les neiges de l'Amérique du Nord. Ses conférences et discours à l'Institut des Frères Maristes à Chartres, devant la Société d'Economie Sociale, à l'Alliance Française, au collège des Jésuites à Paris firent une profonde impression sur l'intelligence et la sensibilité françaises.

Ses relations avec les publicistes, les financiers et les hommes d'Etat français, contribuèrent énormément à créer un courant de sympathie entre la France et la province de Québec. On peut dire que c'est à cette époque que la France a commencé pour tout de bon de s'intéresser à la vie intellectuelle et économique du groupe français du Canada.

A son retour au Canada, Mercier se remit avec plus d'ardeur et d'enthousiasme que jamais à sa tâche de premier ministre. Son activité était prodigieuse. Non content de se consacrer aux choses de l'administration, il écrivit et publia des brochures pour faire connaître sa province et défendre ses institutions religieuses et paroissiales. Une esquisse de la province de Québec portant sa signature, contribua à faire une saine réclame à la province.

Le rédacteur du "Huntingdon Gleaner," M. Robert Sellar, ayant publié sous un pseudonyme, une attaque injurieuse contre le clergé catholique et le régime paroissial du Québec, Mercier prit noblement et efficacement leur défense dans un magnifique essai, où il réfuta victorieusement les assertions mensongères de ce publiciste, aveuglé par le fanatisme.

Mercier était alors à l'apogée de sa carrière, et sa popularité était immense. Il était véritablement l'idole du peuple, et je crois pouvoir affirmer que depuis Papineau, aucun homme public n'avait joui à un si haut degré, de l'amour, et de la confiance et de l'admiration de ses concitoyens.

Il était accueilli avec un enthousiasme délirant, dans toutes les circonstances. Sa parole produisait un effet incomparable sur les masses qui venaient de partout l'applaudir. Il était le chef incontesté de sa race et de sa province.

Invité à prendre la parole au congrès de Baltimore, le 12 novembre 1889, il prononça un discours, qui, par l'élévation de la pensée, la noblesse des sentiments et l'élégance attique de la forme, ne le cède en rien, aux meilleurs discours des grands orateurs d'outremer.

Le 30 décembre 1889, il fit devant les Franco-Américains de Salem, une conférence sur l'éducation, qui dans la bouche d'un laïque, est un chef-d'œuvre du genre.

Son prestige avait débordé à l'étranger. Rome l'avait honoré de la distinction de Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire, et la République française avait fleuri sa boutonnière de la rosette d'officier de la Légion d'Honneur. Il aurait pu être alors tenté de se dire, dans un mouvement d'orgueil: "L'avenir est à moi."

Les élections générales du 17 juin 1890, le maintinrent au pouvoir, avec une majorité considérablement accrue.

Cette belle victoire fut célébrée à Montréal, dans un grand banquet au Windsor, le 2 juillet

1891, offert par le Club National, alors présidé par M. Lomer Gouin.

A la session de 1891, il se fit autoriser à contracter un emprunt de dix millions qu'il destinait à de grands travaux publics, nécessaires au développement de la province.

Au mois de mars 1891, il s'embarquait de nouveau pour l'Europe, dans le but principal de négocier cet emprunt; mais il ne voulut pas quitter la province, avant d'avoir promis à M. Laurier, une majorité de quinze voix, aux élections fédérales, alors en cours.

A-t-il pressenti alors, que si les absents ont toujours tort, son absence, à lui, pendant qu'il travaillait à accroître, à l'étranger, le prestige de sa province, lui coûterait le pouvoir. C'est pourtant ce qui allait arriver.

L'aide efficace de Mercier dans les élections fédérales de 1891; (il avait tenu parole envers M. Laurier,) certaines indiscretions relatives à l'organisation libérale, déterminèrent les chefs conservateurs à tenter un suprême effort pour débarrasser la province du merciérisme (c'est ainsi que, par dérision, l'on désignait l'emprise de Mercier sur l'opinion) en train de transformer en une forteresse libérale, l'ancien chateaufort de Cartier et de Chapleau.

Les circonstances étaient éminemment favorables. L'hon. M. Angers, un ancien adversaire de Mercier, venait d'être installé à Spencerwood, et l'opposition conservatrice, fortement organisée, et soutenue par une presse très combative, était assurée de l'appui du parti, maître du pouvoir à Ottawa.

Le départ de Mercier pour l'Europe parut une occasion propice pour déclancher une formidabile offensive, dont le prétexte fut la fameuse affaire de la Baie-des-Chaleurs. Voici les faits :

Parmi les subsides aux chemins de fer votés par la législature, figurait un octroi en terres, convertible en argent, destiné au chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs. Ce subside devait être affecté au paiement des dettes contractées dans la construction d'une partie de ce chemin, M. C. N. Armstrong, créancier pour une somme de \$298,000, accepta celle de \$175,000 dont il remit \$100,000 à M. Ernest Pacaud, l'organisateur libéral attitré dans le district de Québec.

Le sénat canadien, saisi de cette affaire, s'orogea le pouvoir de faire une enquête, dont le lieutenant-gouverneur Angers s'empara pour demander à Mercier, de retour d'Europe, des explications qui furent suivies de la nomination d'une commission royale, composée des juges Baby et Davidson. Durant cette enquête, le gouvernement fut privé par le chef de l'Exécutif de la plénitude de ses pouvoirs, et mis virtuellement en tutelle.

LE COUP D'ETAT ANGERS, ET LE MINISTERE DEBOUCHERVILLE.

Le 16 décembre 1891, sans attendre les conclusions de cette commission d'enquête et, sur un rapport intérimaire de deux des commissaires, les juges Baby et Davidson, deux anciens adversaires politiques de Mercier, le lieutenant-gou-

verneur Angers, crut devoir renvoyer ses ministres, et appeler M. de Boucherville à former un gouvernement.

Par un renversement ironique des situations, le coup d'état était l'œuvre d'un homme, qui treize ans auparavant, avait flétri en termes énergiques, un acte de même nature du lieutenant-gouverneur Letellier, dont il avait été victime, comme procureur général dans le cabinet de Boucherville.

Des membres du ministère national déchu, il ne reste aujourd'hui de survivant, que l'hon. juge Robidoux, de la Cour supérieure, dont la belle carrière et la verte vieillesse honorent ses concitoyens.

L'hon. M. Robidoux fut également le seul des anciens ministres, à profiter de la revanche du 11 mai 1897, par son accession au ministère, alors formé par l'hon. F.-G. Marchand.

Le gouvernement de Boucherville, s'empressa, une fois au pouvoir, d'instituer des commissions d'enquête, des "petits bancs," disaient les adversaires, dont la mission inavouée, était de préparer l'opinion en sa faveur, par la découverte de prétendus scandales, dans l'administration Mercier.

C'est dans ces circonstances, que se prépara et eut lieu le scrutin du 8 mars 1892.

LES ELECTIONS DU 8 MARS 1892.

Mercier ne semble pas, au début du moins, avoir mesuré toute l'étendue du danger.

Accueilli comme un triomphateur, à son retour d'Europe, d'où il arrivait chargé de gloire

et d'honneurs, revêtu de la triple distinction de Commandeur de la Légion d'Honneur, de comte Romain et de Commandeur de l'Ordre du roi Léopold de Belgique, il se crut encore maître de la situation.

Personnellement indemne et victime surtout d'un excès de confiance dans son entourage, il n'avait pas d'abord pris très au sérieux, ce déluge d'accusations et d'injures, comptant pour surnager, sur le bon sens et l'amour du peuple, sur la fidélité de compatriotes qu'il croyait avoir convaincus à jamais de son honnêteté et de son dévouement à la province.

L'assaut violent des uns et la défection des autres, lui rendirent bientôt le sens de la réalité; et le géant menacé se jeta dans l'arène avec l'énergie du désespoir.

Il se battit avec une vaillance admirable, mais en dépit de multiples prodiges d'éloquence, et d'une activité décuplée par le péril et la trahison, il ne put avoir raison de la panique affolante qui, en quelques semaines, avait fait d'un peuple idolâtre, un peuple d'iconoclastes.

Il eut beau monter au capitole, et proclamer, en toute vérité, qu'il avait bien servi sa race, en tentant de lui refaire une âme supérieure, faite de toutes les âmes individuelles, le peuple du Québec,—les foules ont de ces ingratitude inconcevables,—fit la sourde oreille, et se détourna du chef incomparable, qui avait rêvé de lui faire gravir les sommets de la supériorité nationale.

Le gouvernement de Boucherville, né d'un coup de force, se maintint par la surprise. Il balaya la province.

Pour ceux qui croient encore que la raison, et non les sentiments et les passions, mènent le monde, le scrutin du 8 mars 1892, restera toujours une énigme, à cause du changement subit de l'opinion, dont il fut la manifestation aussi inattendue que rationnellement inexplicable.

Ce verdict étonnant, arraché au sentiment populaire, faussé par des appels véhéments, et des dénonciations sans fondement sérieux, offre une image saisissante de l'instabilité des gouvernements, régis par l'opinion publique. A plusieurs reprises, notre pays en a fait la dure expérience, sans qu'on puisse jamais espérer d'une nouvelle épreuve, un gage de progrès pour notre démocratie de demain, que sa sensibilité et ses passions conduiront fatalement aux mêmes résultats.

La défaite de Mercier fut considérée, par les esprits impartiaux, comme un malheur national, en ce qu'elle priva la province de Québec de la participation aux affaires du plus capable de ses hommes d'Etat, alors qu'elle avait besoin de tous ses moyens d'action, pour activer son progrès économique et national.

Réélu dans Bonaventure, mais brisé physiquement et moralement par l'épreuve, Mercier annonça publiquement sa détermination de se retirer de la vie publique, dans une lettre d'adieu des plus touchantes. Ses amis se contentèrent de lui enlever le fardeau de chef d'opposition, qui tomba sur les épaules de l'hon. M. Marchand.

La carrière publique du grand patriote se terminait d'une façon douloureusement tragique pour lui et pour les siens.

Il était alors atteint d'une maladie incurable, dont ses adversaires politiques, implacables jusqu'à la mort, allaient précipiter le fatal dénouement.

LE PROCES LANGLAIS

Un matin d'avril 1892, le peuple de Québec, apprit avec stupeur, que l'homme qui avait été son chef bien-aimé, était mis en état d'arrestation, comme un voleur de grand chemin, sous l'inculpation d'avoir conspiré avec M. Ernest Pacaud pour frauder le trésor public de \$60,000 en donnant à M. J. Langlais, imprimeur de Québec, un contrat de cinq ans pour la fourniture de la papeterie, aux divers services de l'État. On croyait que la victoire avait désarmé et rendu plus magnanimes, les ministres conservateurs, qui, durant la lutte, avaient menacé de traduire l'ancien premier ministre devant les tribunaux criminels.

D'ailleurs, nul ne soupçonnait sérieusement Mercier de participation criminelle à des actes commis au préjudice de la province, et nous sommes fondés à croire aujourd'hui que, dans cette affaire, le ministère conservateur s'est laissé guider plutôt par un excès de zèle politique, que par son sens de la justice et par l'intérêt public.

Aux esprits impartiaux, cette initiative parut discutable, à l'égard d'un adversaire tombé, et l'impression qu'elle produisit sur l'opinion fut plutôt défavorable. Tout ce qu'on peut alléguer à la décharge des ministres, c'est qu'ils avaient

pu se croire liés par la promesse faite à l'électorat, de traduire les coupables devant les tribunaux. Cependant, dans le cas de Mercier, deux circonstances auraient dû détourner les ministres, d'un semblable procédé : le caractère de l'homme, qui avait occupé,—avec quel éclat!—le poste élevé de premier ministre de sa province ; ensuite, le danger de faire condamner un innocent,—car Mercier l'était réellement—par un jury de politique adverse.

Les faits de la cause étaient des plus simples.

Quelques jours avant son départ pour l'Europe, en 1891, Mercier, d'accord avec ses collègues, avait octroyé à M. Langlais, au prix du marché, la fourniture pour cinq ans, de la papeterie nécessaire à l'administration. Sur la demande de M. Langlais, il avait donné à celui-ci une lettre de crédit de \$60,000, lui permettant d'obtenir des banques, les avances nécessaires à l'exécution de son contrat.

A même le produit de ces avances, M. Langlais, dont c'était l'habitude de souscrire aux fonds électoraux, avait versé, entre les mains de M. Pacaud, une somme de \$10,000 que celui-ci avait utilisée dans les élections fédérales de la même année. Ceci se passait à l'insu et en l'absence de Mercier, alors en Europe.

On notera que le trésor public ne perdait pas un sou, que la province ne payait à M. Langlais que la papeterie par lui fournie et que les \$50,000 provenaient de la bourse de ce dernier.

Quant à Mercier, ni directement ni indirectement, il n'avait profité de cette transaction.

Ce procès retentissant eut lieu à Québec, le 11 octobre 1893.

Les assises étaient présidées par l'hon. juge Wurtele.

Le ministère public était représenté par MM. les avocats James Dunbar, I. N. Belleau, Gustave Stuart et W. Languedoc.

Au banc de la défense, figuraient MM. F.-X. Lemieux, aujourd'hui juge en chef de la Cour supérieure à Québec, Charles Fitzpatrick, maintenant-gouverneur de la province et J. N. Green-shields, avocat de Montréal.

Les débats furent des plus mouvementés. La Couronne mit tous ses efforts à établir la culpabilité de l'illustre prévenu, mais aucune preuve sérieuse ne put être relevée contre lui; et après les éloquentes plaidories de ses éminents défenseurs, et un résumé clair et impartial du président du tribunal, Mercier fut acquitté par un jury qui comprenait des adversaires politiques reconnus.

Ce verdict fut signalé par des ovations enthousiastes; et à son retour à Montréal, Mercier fut porté en triomphe sur les épaules de ses concitoyens, au cours d'une démonstration dont j'ai gardé un impérissable souvenir. Telle est, Mesdames et Messieurs, en quelques mots, l'histoire de ce déplorable procès politique.

En faisant de Mercier, une victime de la persécution de ses adversaires, les auteurs de ce procès rendirent alors un très mauvais service à leur parti, en déterminant une réaction immédiate en faveur de Mercier et du parti libéral.

LA CONFERENCE SUR L'INDEPENDANCE DU CANADA, SON DERNIER DISCOURS A LA CHAMBRE

Au mois de mai 1893, Mercier fit au Parc Sohmer, devant une foule immense, une très éloquente conférence sur l'indépendance du Canada. Ce fut son chant du cygne.

Détail pathétique: Il était alors malade et quasi aveugle. Il avait peine à suivre, sur des caractères grossis pour la circonstance, le résumé de ce remarquable travail, qui lui avait coûté des mois d'un pénible effort, où il avait mis le meilleur de sa pensée, sur ce problème fondamental de nos destinées politiques.

Une foule immense remplissait cette salle populaire, théâtre de ses triomphes d'antan.

Ce fut un spectacle inoubliable que celui du grand tribun, visiblement marqué par les Parques, donnant, comme autrefois Chatham mourant, à ses chers compatriotes, de suprêmes et précieux conseils sur les conditions de leur avenir national.

Une dernière apparition à la chambre, le 28 décembre de la même année, permit à Mercier de faire face une dernière fois à ses adversaires.

L'effet de ses paroles fut foudroyant:—

“Parce que je me suis soumis à tout avec philosophie, pensez-vous que je n'ai pas souffert. J'en appelle à tout homme juste pour déclarer si je n'ai pas été victime d'une odieuse persécution. Mais mon honneur a été sauvé: mes pairs, mes juges m'ont acquitté; on n'a jamais pu prouver que j'avais touché un sou des deniers publics.

Aussi le peuple m'a porté en triomphe lorsque je suis sorti du prétoire. Il m'a fait des ovations. Où étiez-vous alors, mes persécuteurs? Vous m'avez renié, vous avez voulu me déshonorer, et vous voulez maintenant piétiner sur mon cadavre. Eh bien, ce cadavre, le voici. Regardez-le ce cadavre. Regardez-le en face, car il se dresse devant vous, pour vous dire : Vous m'avez enlevé tout ce que je possédais au monde, jusqu'à ma bibliothèque, mes chers livres que j'avais amassés depuis 35 ans, tout a été vendu, sauf mon honneur. Et mon honneur, sachez-le bien, je le défendrai comme un lion, seul contre vous tous, fussiez-vous dix, fussiez-vous mille."

Mercier s'était remis à la pratique de sa profession, après avoir formé une société légale avec MM. Gouin et Lemieux. Mais la maladie l'empêcha de s'y livrer avec quelque activité. C'est alors que j'eus l'occasion de le rencontrer assez fréquemment et de suivre anxieusement sur son visage émacié, les progrès du terrible mal, qui le conduisait rapidement vers la tombe.

J'éprouvais pour ce dieu tombé, plus grand dans l'infortune que dans la gloire, un culte fervent, fait d'amour et d'admiration, qui n'a fait que grandir avec les années. En le voyant courbé par le malheur, je songeais avec orgueil au lustre que son œuvre avait jeté sur sa province et sur sa race, mais je ressentais un regret poignant à constater que cette superbe force intellectuelle, allait s'éteindre pour toujours.

Les progrès de la maladie l'obligèrent à garder la chambre, et son état continua à empirer.

Le 7 octobre, il se fit transporter à l'hôpital Notre-Dame où il passa quelques jours. De retour à sa résidence, il comprit que c'était bien la fin qui approchait; mais il admettait difficilement que, se sentant tout de même encore vigoureux, la médecine fût impuissante à le guérir.

Et, de fait, à voir cet homme infatigable, témoigner encore tant d'énergie et de vitalité, on ne pouvait s'empêcher de déplorer l'impuissance de la science humaine à son égard. Mercier s'inclina cependant devant le destin avec la résignation d'un grand chrétien, et sans manifester la moindre amertume à l'égard de ses ennemis.

Il disait alors à sa famille et à ses amis :

“Je pars trop tôt et trop tard; trop tôt parce que je n'ai pas eu le temps de mettre à exécution tous les projets que j'avais formés pour la province et pour ma famille; trop tard, parce que si j'étais parti, il y a trois ans, je n'aurais pas connu les tortures morales et physiques que j'ai endurées depuis 1891.”

Je tiens du Rév. Père Garceau, qui a été son directeur spirituel, et qui ne l'a pas quitté un seul jour, des derniers six mois, qui ont précédé sa mort, les renseignements les plus touchants sur la fin de ce grand homme.

Deux fois par jour, le père Garceau m'a déclaré qu'il se rendait au chevet de son illustre pénitent. Chaque soir, le bon père présidait la prière en famille, et le dimanche, il célébrait la messe, que Mercier servait lui-même avec la ferveur d'un modeste enfant de chœur. Un soir, il se produisit un incident émouvant, qui n'est peut-être pas très connu de nos jours.

Au cours de la prière, au moment du Credo, Mercier interrompit soudainement le Père Garceau et reprenant lui-même, récita d'une voix brisée par la maladie, mais distinctement, et scandant ses paroles, cette prière souveraine, qui renferme la substance de nos croyances religieuses : Je crois en Dieu, etc.

Le bon Père Garceau, en me rapportant cet incident, pleurait à chaudes larmes.

Quelques jours avant sa mort, Mercier eut la visite de son illustre adversaire J. A. Chapleau, alors lieutenant-gouverneur de la province de Québec. L'entrevue de ces deux hommes, rapportée dans les journaux, fut particulièrement émouvante.

Voici en quels termes, le journal "La Presse" racontait cette entrevue.

Le samedi, M. Arthur Dansereau, maître de poste, avait demandé à M. Lomer Gouin et à M. Rodolphe Lemieux si M. Mercier pourrait recevoir le lieutenant-gouverneur.

L'ancien premier ministre, averti du désir de M. Chapleau, lui fit répondre qu'il le recevrait avec le plus grand plaisir. Bien que les médecins, dit-il, aient ordonné de ne laisser entrer personne, je violerai la consigne pour recevoir M. Chapleau.

Le lieutenant-gouverneur s'est en conséquence rendu chez le malade dans l'après-midi, en compagnie de M. Arthur Dansereau. M. Mercier les reçut tous deux dans sa chambre. En entrant, M. Chapleau se dirigea vers le grand fauteuil où le malade était étendu, et lui serra les deux mains avec effusion. L'émotion qui s'était empa-

rée de lui était si forte qu'il ne put d'abord préférer une parole. A la fin, il dit à M. Mercier avec une voix à demi-étouffée par les sanglots "que contre toute espérance il espérait pouvoir le voir revenir à la santé."

Mon cher Chapleau, répliqua le malade, je te remercie du plus profond de mon cœur de ta visite et de tes bonnes paroles; mais je sens et je vois que tout est fini. J'attends la mort de pied ferme. Je ne la redoute pas, car elle sera pour moi presque une délivrance. Avec l'aide du Rév. Père Garceau, je me suis préparé à mourir depuis longtemps déjà. Il vient ici tous les matins me dire la messe et me donner la communion; de sorte que la mort ne m'effraie pas.

M. Chapleau, craignant de fatiguer le malade, voulut ensuite se retirer. M. Mercier le retint et le fit asseoir. Les deux adversaires, qui se sont naguère porté de si rudes coups, causèrent pendant près de vingt minutes des choses politiques du passé. Quand il en vint à parler de l'avenir, le malade pleura abondamment. M. Chapleau et Dansereau versèrent aussi des larmes que l'émotion produite par cette scène faisait monter à leurs yeux.

Au moment de se séparer, le lieutenant-gouverneur et l'ex-premier ministre s'embrassèrent avec effusion.

Nous avons, a dit M. Chapleau, fait bien des luttes; nous nous sommes porté mutuellement des coups bien rudes et parfois bien injustes. Mais si j'ai frappé aussi fort que toi, tu as été moins injuste à mon égard que je l'ai été pour toi. Avant de te voir mourir, j'ai voulu venir te demander pardon!

M. Mercier, en entendant ces paroles, ne put contenir son émotion. Il éclata en sanglots et ne put prononcer une parole.

M. Chapleau prit la main défaillante de son ancien adversaire et la pressa dans les siennes en lui disant : Adieu !

L'Hon. Wilfrid Laurier vint également saluer une dernière fois le vaillant lutteur qui n'avait pas craint de risquer sa fortune politique pour lui porter secours dans les élections fédérales de 1891.

Peu de temps auparavant, Mercier avait soumis à son ancien collègue et ami, l'hon. J.-E. Robidoux, un projet de testament, par lequel il léguait à sa famille, ce qui lui restait de biens matériels : ses assurances. L'homme qu'on avait accusé de s'enrichir aux dépens de sa province, et de vivre dans un luxe tapageur, mourait dans une situation voisine de l'indigence.

Le 3 octobre, l'hon. M. Mercier avait reçu du Vatican une bénédiction spéciale qui l'avait profondément touché ; elle était conçue en ces termes :

Rome, 24 septembre 1894.

Révérénd Père Garceau,

Jésuite,

Montréal.

Le Saint Père envoie, de tout son cœur, la bénédiction apostolique au Comte Mercier, malade.

Card. Rampolla.

Le matin du 30 octobre 1894, à huit heures 45, le glas funèbre annonçait que le cœur du grand patriote, brisé par l'épreuve et la souffrance, avait cessé de battre.

Avant de se clore à jamais, les lèvres du chrétien avait prononcé les paroles de pardon à ses ennemis et de suprême adieu à ses concitoyens. Mercier n'avait que 54 ans et quelques jours.

Sa mort fut un deuil national.

Tout un peuple pleura son chef le plus ardemment aimé et le plus passionnément dévoué à ses intérêts. La population désolée vint en grand nombre rendre à ses restes les derniers hommages.

Près de 100,000 personnes défilèrent devant son cercueil. Je laisse la parole à un grand quotidien de la langue française: "Pas moins de 20,000 personnes ont assiégé hier la résidence de l'hon. Honoré Mercier, dans la rue St-Denis. Depuis onze heures du matin jusqu'à dix heures du soir, une foule immense, compacte, s'est pressée devant la demeure mortuaire. A deux reprises différentes, les dix robustes hommes de police qui gardaient l'entrée durent céder devant la masse qui les refoulait, et on fut obligé de fermer les portes de la maison durant quelques heures, pour éviter les accidents."

Ces quelques lignes me dispensent de tout commentaire. J'ajouterai seulement que j'ai vu de mes yeux des centaines et centaines de personnes stationner durant de longues heures, et attendre patiemment sous la bise glaciale, le moment désiré, où ils pourraient contempler une dernière fois les traits du grand patriote.

Jamais de mémoire d'homme, on n'avait vu semblable apothéose dans notre province.

Les funérailles, dépouillées de tout caractère officiel, n'en furent pas moins d'une grandeur impressionnante, par l'immense concours de toutes les classes de la société, confondues dans un même chagrin national.

Le matin du 2 novembre, dans l'atmosphère endeuillée du jour des Morts, la dépouille de l'homme d'État chrétien, suivie d'une foule de 25,000 personnes franchit le seuil de l'Eglise du Gesù, pour y recevoir, dans un geste d'émouvante gratitude, la bénédiction solennelle, des vénérables pasteurs de ce beau sanctuaire.

Des dix éminents citoyens, qui, à titre de porteurs du coin du poêle, formaient l'avant-garde de ce cortège funèbre, seuls les hons. sénateurs David et Dessaulles et Sir Alexandre Lacoste, ont survécu et attendent, sans impatience, du destin indulgent envers leurs mérites et leurs vertus l'hommage suprême que leur amitié rendait ce jour-là, à l'illustre compatriote, tombé prématurément au champ d'honneur.

Les autres, M. James McShane, l'hon. Pierre Garneau, l'hon. juge Bourgeois, l'hon. M. Joly de Lotbinière, l'hon. F.-G. Marchand, l'hon. M. McKay, l'hon. Sir Wilfrid Laurier, sont allés rejoindre leur grand ami dans la tombe.

Vers les deux heures de l'après-midi le dernier acte de cette inoubliable cérémonie, vit les portes du caveau familial se refermer sur l'homme dont la vie agitée allait enfin, au séjour des ombres, connaître la paix éternelle et le repos définitif.

Le repos définitif?

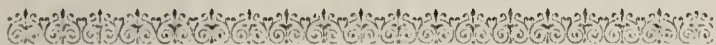
Non. Car, ho ! spectacle inouï et profondément édifiant, durant huit années le cher anniversaire impatiemment attendu, ramènera sur les flancs du Mont-Royal, une multitude nombreuse et recueillie, venant y fleurir la tombe du patriote disparu, mais non point oublié.

Et, tandis que, sous les cyprès du cimetière, la prière, remplaçant sur les lèvres, les acclamations enthousiastes d'autrefois, jaillira de l'âme d'un peuple tardivement reconnaissant, on croira ouïr d'outretombe, la même voix aimée, toujours éloquente et inspiratrice, appelant à l'union et à la concorde, les fils de la patrie canadienne-française.

Puis, pendant près de dix ans, le silence paraît se faire autour de la mémoire du prédicant de la foi nationale. Mercier est-il donc oublié pour de bon de son peuple, de sa race?

On serait porté à le croire, jusqu'à l'heure où, par une radieuse matinée du 25 juin 1912, sur les hauteurs du Cap-Diamant, en face de l'Hôtel du Gouvernement, dont les voûtes vibrent encore des échos de sa voix puissante, on voit surgir sur l'horizon la silhouette du grand tribun, indiquant d'un geste libérateur la route de la supériorité et du progrès.

Grâce à la piété filiale d'un premier ministre, héritier de son génie politique, et par les soins d'une législature fidèle à la devise: "*Je me souviens*," Mercier, de son piédestal de granit, continuait à prêcher à sa province, les énergies profondes et les vertus édifiatrices de son histoire.



DEUXIEME PARTIE

Après avoir relaté la carrière si belle et si émouvante d'HONORE MERCIER, je vous demanderai d'analyser, avec moi, la physiologie intellectuelle et morale de l'homme d'Etat, ainsi que d'admirer et méditer, dans son œuvre essentielle, les hautes leçons de foi patriotique et d'énergie nationale, que cette œuvre comporte.

Cette deuxième partie de ma tâche me sera particulièrement facilitée, par les témoignages précieux, de quelques-uns des plus distingués contemporains de Mercier, entre autres : le Rév. Père Garceau, S. J., son directeur spirituel, l'hon. juge J.-E. Robidoux, son collègue et ami, MM. les sénateurs David, Béique et Dandurand, ainsi que M. Alfred De Celles, l'éminent publiciste, qui tous, se sont mis aimablement à ma disposition pour m'éclairer et me documenter sur les aspects et les activités d'une existence dont ils ont suivi de près les développements et les vicissitudes diverses.

Je tiens, en votre nom et au mien, à leur en exprimer ici ma vive reconnaissance.

Tout d'abord, j'ose me flatter que le tableau, que j'ai tenté de faire de la vie de Mercier, malgré ses imperfections, vous a mis en présence

d'une de ces rares personnalités, telles que la Providence veut bien, à de rares intervalles, en doter certaines races privilégiées, dont ces individus supérieurs, symbolisent l'âme et incarnent les dons et les qualités les plus caractéristiques.

De l'avis de tous, Mercier était, au physique comme au moral, le représentant par excellence, le type accompli, de cette robuste et saine race française, transplantée en Amérique, il y a plus de trois siècles, et chez laquelle, les circonstances de l'histoire, du milieu et du climat, n'ont pas altéré l'hérédité foncière.

Certaines de ses photographies, et le buste de Philippe Hébert, en particulier, nous ont conservé de lui, une image physique assez parfaite, et qui serait celle, — M. le sénateur David a dit : d'un mousquetaire, — je dirai, moi, d'un de ces fiers gaulois du temps de Vercingétorix, dont il rappelait dans quelques-uns de ses traits les plus frappants, la mâle figure du gladiateur appelant le combat.

La comparaison vous paraîtra, peut-être, un peu forcée, je l'avoue, mais, j'estime qu'en consultant ses souvenirs, si l'on a bien connu Mercier, l'on conviendra que nul Canadien-français, ne reproduisait avec plus de relief et de pittoresque, dans son type original et bien campé, les caractères saillants et distinctifs de son origine gauloise.

Il se dégageait, de tout son être, une impression de force physique et intellectuelle, de volonté énergique et de tranquille vaillance, qui commandait l'attention et inspirait la confiance et le respect. Quand on le voyait passer sur la rue ou

paraître à la tribune, revêtu du long frac noir ou gris, et coiffé d'un haut de forme, de même couleur, dans une attitude à la fois simple et digne, dépourvue de morgue, mais décourageant les familiarités vulgaires, on se sentait en présence de quelqu'un.

J'emprunte à mon ami, Arthur Beauchesne, le magnifique portrait qu'il en a tracé, il y a deux ans, dans la "Revue Moderne" du 15 décembre 1920.

"Grand, le torse robuste et une tête française aux cheveux noirs abondants soigneusement brossés sur les tempes et relevés avec soin sur un front de penseur, les sourcils de crin, le nez des Bourbons, la moustache épaisse, arrondie et puissante, la mâchoire forte des hommes de volonté, le teint blanc sans pâleur, animé de beaux yeux noirs vifs comme des diamants, il était bien de notre race, et sa physionomie rayonnait de l'émotion nationale.

Lutteur aussi opiniâtre que Laurier et Chapleau, mais plus indépendant que celui-ci et moins conciliant que celui-là, il formait avec ces deux grands canadiens un trio légendaire rappelant ces héros qui ont été divinisés par les poètes antiques."

A ce beau coup de pinceau, je me permettrai une légère retouche, en disant qu'à tous ces traits fortement accusés, s'ajoutaient chez Mercier, une démarche lente et pleine de majesté, un maintien imposant, des manières liantes, une politesse exquise de grand seigneur, et un com-

merce social, dont le charme fascinait les esprits et lui gagnait les cœurs.

A l'exception de Papineau, de Laurier et de Chapleau, aucun homme public canadien-français, n'a été, à mon avis, aussi visiblement marqué du signe de prédestination, qui caractérise certains chefs de démocratie.

Taine a écrit un jour, qu'une société humaine est un organe vaste et compliqué, et que par suite, il est bien difficile de la bien diriger, et qu'un homme spécial en est plus capable qu'un autre.

MERCIER était assurément un de ces "spécialistes" qualifiés, par tempérament et par éducation, pour diriger, avec une compétence supérieure, cet "organe vaste et compliqué" qu'est une société humaine. Car s'il avait le physique de l'emploi, il en avait, au plus haut point, les qualités intellectuelles et morales, celles qui conditionnent l'action profonde et durable sur les foules.

Ces qualités étaient les suivantes : Un cerveau meublé à la française, une mémoire très heureuse, une imagination assez vive et un jugement sain, un esprit clair et logique, une intelligence vaste, jointe à un sens aigu des réalités, une habileté innée et acquise à démêler et manœuvrer les ressorts cachés des caractères, une connaissance merveilleuse du cœur humain, un art accompli d'aller au peuple et de s'en faire aimer, un fond solide et étendu de connaissances politiques, économiques et sociales, enfin, une éloquence chaude, vigoureuse et pénétrante, avec laquelle il versait à flots, dans l'âme populaire,

les trésors de sa riche intellectualité, et de sa vibrante sensibilité.

Vous me permettrez, Mesdames et Messieurs, de m'arrêter quelques instants sur ce don de la parole, qu'une fée bienfaisante a déposé dans le berceau de Mercier, vers la même époque, où, vraiment prodigue de ses faveurs envers nous, sa baguette magique caressait le front de deux autres enfants prédestinés de notre race : Charleau et Laurier.

MERCIER ORATEUR

Mercier était né orateur, mais il avait cultivé ce don précieux, indispensable aux hommes publics qui aspirent aux premiers rôles, de façon à en tirer les effets les plus saisissants, à la tribune et au prétoire, et en faire l'instrument le plus effectif de son action politique.

J'ai déjà dit les succès qu'il avait remportés dans l'exercice de sa profession. Malheureusement, dans ce genre d'activité, pour lequel il était supérieurement doué, Mercier n'a pas eu le temps de donner sa mesure et de déployer un talent et des ressources, qui en eussent fait un des maîtres incontestés du Barreau canadien.

C'est surtout devant les foules et au Parlement, qu'il a été donné à Mercier de manifester, avec un éclat qui n'a pas été surpassé depuis, son souple et vigoureux talent d'orateur et de débater.

De l'éloquence, il en avait les qualités les plus précieuses et les plus efficaces : la logique, le

mouvement et la force. “Il avait, dit encore M. Beauchesne, un genre d'éloquence tout spécial. Moins enclin aux gesticulations et aux métaphores que Chapleau, il n'était pas aussi disert et froid que Laurier. Il tenait de ces deux orateurs, mais quoiqu'il n'eût pas un timbre agréable, il les surpassait peut-être dans l'art de se rapprocher des foules et de leur parler leur langage. Devant la Chambre, ou dans une réunion populaire, il personnifiait la vigueur physique et intellectuelle. La tête altière, l'œil plongé dans les yeux de ses auditeurs, maître de soi, posé, sans hâte, plein d'orgueil, il excellait dans les antithèses, les comparaisons imprévues, les violences et les appels au patriotisme. Le geste nerveux et énergique, revenait avec régularité, tombait comme la hache du colon qui fait éclater les échos de la forêt. La voix quelque peu nasillarde, Mercier avait dans l'attaque des intonations de défi. Il savait se ménager des moments de silence où l'auditoire intéressé prêtait l'oreille. Alors parlant bas et lentement, il lançait ses phrases à effet. Avec quel dédain il disait :

“J'aime mieux appeler Louis Riel, mon frère, que de faire comme certains hommes qui appellent les orangistes, leurs frères.”

Il augmentait ses arguments par des apophtegmes : “La Couronne choisit bien ses ministres, et c'est le peuple qui les maintient ou les rejette.”

Il terminait une harangue par un cri du cœur :

“Fasse le ciel que cette fois l'esprit de parti n'étouffe pas la voix du patriotisme, la voix du devoir.”

Il savait également manier le sarcasme à propos. Dans son discours, sur l'adresse, en 1884, il disait: "Le discours du trône est un chef-d'œuvre de maigreur ascétique, il porte la couleur de la saison qui l'a vu naître et le vendredi qui l'a produit. Inutile de le nier, cet enfant est né un jour maigre et en plein carême. Essayons d'en parler sans trop l'incommoder et sans trop blesser la susceptibilité des parents."

Lorsque M. Würtele, plus tard devenu juge de la Cour d'Appel, succéda à M. Taillon à la présidence de la Chambre, il lui dit :

"Laissez-moi croire que vous ferez un aussi bon président que vous avez été mauvais ministre, comme j'en ai bien peur, celui qui vous remplace sera aussi mauvais ministre qu'il a été bon président."

Son thème favori et le plus riche, dont il tirait les variations les plus heureuses et les plus impressionnantes, c'était le patriotisme canadien-français, sa foi ardente dans l'avenir de sa race et de sa province; et nul, connaissant son grand cœur, et son dévouement à la cause nationale, ne pouvait douter de son absolue sincérité, encore moins lui infliger l'épithète injuste de comédien.

Paul Bourget, parlant un jour de Gambetta, disait: "Quel psychologue assez délié, marquera la limite précise qui sépare le don de parler aux foules, de celui de comédien? Un acteur de génie est sincère aussi quand il anime un rôle de sa personne. Pourtant ce n'est qu'un rôle. Ce qui n'était pas un rôle chez Gambetta, c'était

la foi dans la démocratie. Cette foi tenait aux fibres les plus intimes de son être.”

Ainsi de Mercier. Sa foi dans les destinées de sa race, était profonde et indestructible; cette foi lui a inspiré les plus sublimes et les plus émouvants accents de son œuvre oratoire.

C'est en vain qu'on rechercherait dans ses discours imprimés, l'explication complète de ses remarquables succès de la tribune.

Comme le dit si justement M. Victor Giraud, en parlant du comte Albert de Mun: “Le geste, la voix, l'accent, l'attitude extérieure, l'action en un mot, sont, en matière oratoire, chose plus importante que l'originalité des idées et que la perfection même de la forme.

L'orateur est une âme qui se donne, bien plutôt qu'une pensée qui s'exprime.

Et c'est pourquoi tant d'orateurs célèbres, et justement célèbres, quand la vie n'est plus là pour soutenir leur verbe, semblent vides, boursofflés, et sont proprement illisibles.

Il serait souverainement injuste de juger Mirabeau, Thiers et Gambetta, sur leurs discours imprimés: le meilleur s'en est évaporé avec la flamme intérieure et vivante qui les animait et se communiquait à l'auditoire.”

Les discours et conférences de Mercier, publiés par M. J.-O. Pelland, avocat, et qui constituent la presque totalité de son œuvre littéraire, n'ont pu néanmoins survivre aux circonstances diverses qui les ont vues naître; ils ont pu affronter sans trop de dommage, la périlleuse épreuve de l'impression et de la simple lecture.

On écoute encore avec attention, respect et admiration, cette parole refroidie et encore vibrante. Pareillement, on y aperçoit aisément les deux qualités dominantes de l'art oratoire de Mercier : la puissance de dialectique et le mouvement.

Et d'abord, le mouvement.

“C'est peut-être là, dit encore le même auteur, quand on y songe, non seulement pour toute œuvre oratoire mais pour toute œuvre littéraire, la qualité suprême. Dès les premières paroles, que l'on prononce, s'emparer fortement de l'esprit de son auditeur ou de son lecteur, le maintenir, l'entraîner jusqu'où on veut le conduire, ne pas lui permettre de se reprendre, le saisir dans un engrenage qui ne l'abandonnera qu'au terme, le porter d'un seul élan, jusqu'à l'impression finale qu'on veut lui laisser ; à ceux qui possèdent ce don, on est disposé à tout pardonner.” Que Mercier eût ce don, ses auditeurs l'attestent, et certains de ses discours en témoignent, notamment, les discours sur l'affaire Riel, et celui qu'il a prononcé au congrès de Baltimore.

A relire ces périodes, encore frémissantes de la passion contenue qui les anime, on se sent pris par la conviction ardente qui les pénètre ; on est emporté, soulevé par le souffle puissant et généreux qui s'en exhale encore, après les années, et qui fut, à proprement parler, l'âme de ce verbe prenant et irrésistible, que le grand patriote s'est plu à prodiguer, toute sa vie, à ses compatriotes enthousiasmés et insatiables.

Mais, mieux qu'à la qualité du mouvement, les discours imprimés de l'orateur, nous initient,

à ce qui fut vraiment le secret de sa maîtrise à la tribune, c'est-à-dire, une souple et forte dialectique, l'art de convaincre et de persuader par la justesse du raisonnement, et par l'habile ordonnance des faits et des arguments, dont se composait la trame savante de ses pièces oratoires.

Tous les critiques accordent à Mercier, la palme sous ce rapport.

Exilé par la politique du prétoire, où il avait brillé, à l'égal des maîtres, Mercier avait apporté au forum, les procédés d'analyse et les méthodes de discussion, qui assurent, au bon avocat, un avantage extrêmement précieux sur ses rivaux moins bien pourvus de discipline légale.

Les discours les plus importants de Mercier sont de véritables plaidoyers, des thèses fortement construites et agencées, où l'ingénieuse disposition des arguments et l'habile solution des objections, portent la marque d'un cerveau remarquablement lucide et méthodique, d'un esprit entièrement maître du sujet à traiter et merveilleusement outillé pour la controverse.

Je crois bien que son chef-d'œuvre, à cet égard, est sa conférence sur l'indépendance du Canada, dans laquelle Mercier, quoique malade et presque aveugle, a analysé d'une façon magistrale, tous les aspects de cette question, souverainement importante, pour notre avenir national.

C'est un travail de maître, qui atteste l'effort d'une pensée philosophique de premier ordre.

On peut ne pas partager l'opinion de l'orateur, sur ce problème primordial de nos destinées; mais on ne peut s'empêcher d'admirer la force

et l'habileté avec lesquelles il a traité ce sujet, l'une des grandes pensées de sa carrière. Il ne faut pas oublier, non plus, le discours de St-Laurent, où la philippique, écrasante de vigueur et de logique de Mercier, avait eu raison des périodes étincelantes de son éloquent rival Chapleau.

Un de ses admirateurs, a dit un jour que l'éloquence de Mercier était toute faite de puissance contenue, de tenacité et de force logique, et que si elle ne venait pas de la subtile et harmonieuse Athènes, il semble qu'elle n'eût pas déparé le Sénat romain, aux temps rudes et forts des harangues viriles, qui appartenaient au genre sévère de la vieille république et dont un Caton n'a point emporté avec lui, le secret tout entier.

Que faut-il penser maintenant de la tenue littéraire de cette œuvre oratoire, dont une partie seulement a été publiée en volume et dont l'effet fut si prodigieux sur les auditoires canadiens-français?

A cela, je réponds que les raffinés du style n'y trouveront pas leur compte, et préféreront, peut-être, aux discours de Mercier, la production oratoire de quelques-uns de nos orateurs canadiens-français, moins célèbres, dont la forme plus académique, flattera davantage leur goût de l'esthétique.

Mais à trop appuyer sur cette observation, il y aurait quelque injustice ou même une certaine étroitesse. Les grands orateurs ne sont pas toujours les meilleurs écrivains. Ainsi: Mirabeau, Berryer, Thiers, Gambetta et de Mun, en Fran-

ce. et Papineau et Chapleau. au Canada, pour ne mentionner que les plus célèbres.

Mercier était trop pleinement orateur pour s'attarder aux scrupules du pur écrivain. D'ailleurs, entièrement pris par l'action politique et les multiples soucis de la direction et de l'organisation de son parti, il n'a eu guère le temps de soigner, comme il l'aurait voulu, peut-être, la forme de ses discours.

Je ne crains pas d'affirmer, cependant, que la plupart de ses discours et conférences, remarquables, surtout, par la clarté et la précision du style, supportent avantageusement la comparaison avec les meilleurs du genre, dans notre pays, et mériteraient d'occuper une place d'honneur, dans une anthologie des grands orateurs canadiens-français.

Au demeurant, les qualités propres de l'écrivain doivent céder la place, il me semble, à de plus indispensables à l'orateur, celles qui caractérisent la véritable éloquence, dont le but principal est d'agir sur l'opinion des auditeurs, par des moyens proprement oratoires, où l'action du verbe doit nécessairement tenir le premier rôle. Or, il est certain, qu'à cet égard, Mercier aura pleinement justifié, devant l'histoire, la réputation d'avoir été l'un des plus forts tribuns de son pays; car nul, depuis le grand Papineau, n'aura acquis, à la parole humaine, un prestige et un empire plus souverains et plus durables, sur l'âme de son peuple, qu'il a fait vibrer, à l'unisson de la sienne, dans des circonstances inoubliables.

Mercier a vécu à une époque, où les luttes électorales avaient un caractère de violence extrême, dont l'atténuation témoigne de l'heureuse évolution opérée dans les mœurs de notre vie publique depuis cinquante ans.

Les assemblées politiques d'alors, se distinguaient, d'une part, chez les orateurs, par l'abus des métaphores et des épithètes cinglantes à l'adresse des adversaires; et d'autre part, chez les électeurs, par un conflit animé d'opinions, où la parole impuissante abdiquait souvent en faveur du pugilat.

Une atmosphère d'un calorique plus élevé, enveloppait ce genre de réunions, peu propices à l'examen calme et réfléchi des questions en cause. On allait aux assemblées comme au cirque, et non pour être éclairé sur les programmes des partis en présence.

On n'a qu'à relire les discours de Chapleau et de Mercier, à Saint-Laurent en septembre 1883, pour avoir une idée du ton ordinaire des discussions électorales car si les chefs se croyaient tenus de qualifier aussi énergiquement leurs adversaires, que faut-il penser des sous-ordres, qui parcouraient les campagnes, la bouche remplie de qualificatifs plus injurieux les uns que les autres, où les mots de voleur, de traître et de franc-maçon, étaient presque des euphémismes. L'électorat, plus encore que les politiciens, était responsable d'un état de choses aussi regrettable, qui flattait leur goût des émotions violentes, sans influencer, d'une façon appréciable, sur leurs opinions.

Fasse le ciel que ce genre de débats soit à jamais banni de notre démocratie!

On comprend que, dans ces conditions, Mercier, obligé de sacrifier un peu à la mode, ait, parfois, traité rudement ses adversaires, qui, d'ailleurs, le lui rendaient avec usure, si j'en juge par certaines brochures électorales, sorties des presses du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, entre 1887 et 1892.

J'ai moi-même entendu dans les élections de 1892, certain orateur accuser Mercier, à sa face même, d'être un voleur de grand chemin, aux applaudissements de gens, qui, pour la plupart, n'ajoutaient aucune foi à cette accusation.

D'ailleurs, Mercier savait très bien se défendre, et quelques-uns de ses exploits sont restés légendaires, particulièrement dans le district de Saint-Hyacinthe, où le thermomètre électoral était plus élevé qu'ailleurs, et où les adversaires de Mercier étaient plus entreprenants et plus tenaces. On raconte qu'il leur arriva souvent de se repentir de leur audace, et de sortir fort éclopés de leur rencontre avec le redoutable joueur.

On conçoit qu'à ce terrible jeu, Mercier ait suscité des admirations et des dévouements passionnés, mais aussi des inimitiés ardentes et implacables, qui l'ont poursuivi jusqu'à sa mort.

Aucun homme public n'a joui d'une plus grande popularité dans notre province; aucun n'a été l'objet d'ovations plus enthousiastes et de manifestations d'amitié collectives plus touchantes.

C'est qu'en Mercier, ce n'est pas seulement le virtuose de la parole que le peuple acclamait avec frénésie, c'est surtout l'interprète singulièrement émouvant du sentiment national, le chanteur amoureux de son admirable histoire, le prophète par excellence de sa grandeur future.

Comme l'orateur était un barde qui mettait sa lyre au diapason de l'âme de sa race, la nation, par suite de cet accord harmonieux, s'applaudissait elle-même, en accueillant avec transport une musique oratoire, qui reflétait si bien sa propre mentalité, ses aspirations et ses rêves d'avenir.

Heureux les peuples, qui ont eu l'insigne privilège de posséder, aux heures décisives de leur histoire, des Mercier, capables d'exprimer fidèlement leur génie national. Plus heureux encore, les peuples qui, ayant eu de tels interprètes, ont eu le bon esprit de les comprendre et de leur garder une confiance, qui leur était nécessaire, pour poursuivre et achever l'œuvre de régénération et de salut.

Il est raisonnable de supposer que ces diverses apothéoses eurent pour effet d'adoucir dans l'âme sensible et fière de Mercier, l'amertume des reniements et les regrets poignants de la défaite.

La veille de son écrasante défaite du 8 mars 1892, dans la salle du marché Bonsecours, trop petite pour contenir la foule avide de l'entendre, Mercier, devant un peuple suspendu à sa parole ardente, put croire encore à son étoile. L'éclipse du lendemain n'a pu obscurcir que momentanément sa gloire, laquelle ne tarda pas à luire de nouveau d'un bel éclat et à auréoler son nom et sa mémoire, désormais impérissables, dans le cœur des Canadiens-français.

Pour clore ces remarques, sur l'œuvre oratoire de Mercier, j'aurais voulu que le temps me permît de vous lire cette page touchante où

l'hon. sénateur David évoque, en termes émus, dans son beau livre "*Biographies et Souvenirs*" la figure aimée du grand orateur patriote. Vous ne perdrez pas votre temps, Mesdames et Messieurs, à la lire vous-mêmes, car elle vous causera une très agréable émotion.

MERCIER HOMME D'ACTION

Nous allons voir maintenant à l'œuvre, Mesdames et Messieurs, l'homme d'action, infatigable que fut Mercier jusqu'à la fin de sa vie.

Si, comme orateur, Mercier a été "une âme qui se donne," comme homme d'action, il a été l'activité même, portée à son maximum de rendement.

L'activité d'un chef politique peut être envisagée de deux façons; selon qu'il est au pouvoir ou dans l'opposition. Dans l'opposition, son rôle consiste à gagner l'opinion à sa cause, et à cette fin, à organiser et maintenir une propagande efficace par les meilleurs moyens à sa disposition, bref, à préparer les voies à un scrutin favorable.

Au pouvoir, cette action, devenue conservatrice dans son objet, s'accroît du fardeau de l'administration des affaires publiques, par l'application des idées et la mise en œuvre des programmes, dont une heureuse diffusion a rallié la majorité du vote populaire.

Dans ces deux domaines, Mercier a souverainement démontré que l'orateur, peut être, à l'occasion, un excellent propagandiste par l'ac-

tion directe et personnelle, et, ce qui est plus important, un chef de gouvernement, admirablement apte à traduire en actes bienfaisants, la pensée de son groupe et les idées de son parti.

Pour mesurer avec justesse le travail accompli par Mercier, sous le double rapport que je viens d'indiquer, il faut se rappeler d'abord la situation critique où se trouvait le parti libéral, lorsqu'il en prit la direction, en 1883, de même que sa part de responsabilité personnelle, dans les événements qui ont marqué l'acquisition et l'exercice du pouvoir par ce parti, devenu, en moins de quatre ans, un instrument de règne à Québec.

Les élections générales de 1881, avaient investi Chapleau et son groupe d'une espèce de dictature, à Québec. L'opposition était réduite à treize membres et le parti libéral, anéanti, désorganisé, encore en butte aux absurdes préjugés religieux, qui entretenaient entre le peuple et lui, le regrettable malentendu qui durait depuis quarante ans, paraissait impuissant à jouer le rôle de contrepoids, nécessaire à l'équilibre de nos institutions parlementaires.

Tout le monde se demandait ce qui allait arriver, si, pris de découragement, le parti libéral abdiquait ses responsabilités, en face du pouvoir privé du contrôle salutaire d'une surveillance et d'une critique constantes et effectives.

C'est dans ces circonstances que Mercier vint se fixer à Montréal, où ses amis, confiants dans son étoile, l'adjurèrent de sauver le navire en perdition. L'aile avancée du parti avait longtemps délibéré, avant de se décider à lui confier le commandement suprême dans le district de Montréal. On l'accusait de modérantisme.

Mais l'heure était venue de pratiquer la conciliation, et de régler l'action du parti libéral, sur les principes énoncés par Laurier dans sa fameuse conférence de 1877.

Mercier se mit à l'œuvre. Il convoqua ses partisans, dans des comités, où il jeta les bases d'une organisation active et puissante, destinée à rayonner dans tout le district. Sa tâche consistait principalement à formuler des programmes, donner des directions, ranimer les courages, galvaniser les volontés par son exemple et sa ferveur communicative, trouver au besoin le nerf de la guerre, mettre en valeur les talents, les énergies et les dévouements que son magnétisme embrigadait à sa suite, bref, à être, de fait comme de nom, le chef de son parti.

Sa maison était largement ouverte, c'était le rendez-vous de tous les hommes politiques de la province. Il avait pour voisin, Louis Fréchette, qui était de toutes les réunions et y apportait son humeur et sa gaieté inépuisables.

C'est là que les jeunes, que Mercier attirait à lui, avaient l'occasion d'y rencontrer les chefs et les lieutenants de passage à Montréal. Mercier organisait lui-même les discussions qui se faisaient, le dimanche, à la porte des églises, et pour lesquelles il entraînait toute une jeunesse ardente, qui se battait pour la gloire.

L'incident suivant montrera à quel point il fascinait ses partisans :

En décembre 1880, le tout Montréal ne parlait que de la venue de la divine Sarah Bernhardt. C'était la première fois qu'une grande étoile de la comédie française nous rendait visite. On

s'était battu aux portes pour retenir ses places deux semaines à l'avance. A ce moment, une élection était en marche dans le comté de Berthier. Mercier qui conduisait la lutte arrive à Montréal le lendemain de la première représentation, laquelle avait fortement soulevé et enthousiasmé la jeunesse. Il convoque tout de suite les membres du club National, qui contenait alors tous les militants et leur tient ce langage :

“Vous avez entendu hier soir Sarah Bernhardt. C'est là un avantage que je n'ai pas eu. J'arrive de Berthier et j'y retourne cet après-midi. Allez-vous me laisser partir seul?”

Toute la jeunesse répondit : “Présent !”

Ce fut l'un des plus grands sacrifices que l'on put demander à ces jeunes gens. Il fallait un chef aimé pour l'imposer.

Un autre incident qui marque bien l'emprise qu'il avait sur la jeunesse, se produisit en 1885, lors de l'élection annuelle du Barreau. Le parti conservateur y dominait. C'était le tour d'un Anglais et M. Tait, plus tard juge en chef, semblait tout désigné pour le poste de bâtonnier, lorsque la jeunesse libérale apprit qu'on allait présenter un autre candidat : C. Ch. DeLorimier.

Comme il n'était pas nécessaire de proposer des noms et qu'il suffisait d'inscrire son choix sur son bulletin de vote, les jeunes partisans de Mercier se passèrent discrètement le mot d'ordre et, sans que l'adversaire en eût le moindre soupçon, le nom du chef libéral sortait bon premier des urnes. La consternation était peinte sur les visages des conservateurs qui se promirent de prendre leur revanche l'année suivante, mais,

douze mois après, la situation n'était plus la même. Riel avait été exécuté, le parti conservateur avait perdu nombre de ses partisans et Mercier fut réélu par acclamation.

Un autre incident donnera une idée du dévouement et de l'activité de Mercier. C'est l'élection qui eut lieu en 1884 dans le comté de Laval, l'un des comtés les plus solidement conservateurs de la province. Évariste Leblanc, plus tard lieutenant-gouverneur de la province de Québec, dont l'élection avait été annulée, y était très populaire. Mercier décida de le battre et s'y employa jour et nuit. Il avait deux à trois mois devant lui. Chaque jour, il partait en voiture et il allait rendre visite à quelques électeurs influents. Le soir, il rencontrait un petit groupe d'électeurs dans des réunions intimes. De grandes assemblées, dans chaque paroisse, furent aussi tenues. A la surprise générale, il triompha. Il avait, presque à lui seul, fait cette élection.

C'est ainsi qu'il remporta, vers la même époque, l'élection de Jacques-Cartier où il réussit à faire élire M. Arthur Boyer. Il avait le tempérament du chef populaire. Il connaissait le peuple, et il s'en approchait volontiers et se complaisait au milieu de lui. Après les assemblées, le soir, il gardait auprès de lui toute une phalange de partisans et il leur parlait politique jusque fort tard dans la nuit.

Il n'est pas surprenant que sous la direction de Mercier, et grâce à son talent et à son activité, le parti libéral ait contraint la fortune à lui sourire dans quelques élections partielles, jus-

qu'au jour où éclata l'affaire Riel, dans laquelle, on le sait, le chef libéral joua un rôle prépondérant, dans la formation du parti national, que le peuple portait au pouvoir dans l'automne de 1886.

Je vous ai parlé déjà de l'effort, fourni par Mercier comme chef d'opposition à la Législature, ainsi que du talent et de l'énergie qu'il a déployés. Je n'ai pas à y revenir.

Comme premier ministre, Mercier,—je crois vous l'avoir démontré,—a été un travailleur infatigable, un producteur fécond de projets, d'actes et de mesures, dont les résultats se font encore sentir dans la province, et qui ont été le point de départ d'une législation plus complète, à mesure que les ressources financières, ont permis à nos administrateurs, de développer la pensée créatrice de Mercier.

Le temps seul aura manqué à ce grand précurseur pour amplifier et achever son œuvre. Heureusement, ses héritiers politiques, fidèles à sa pensée et à son idéal, se sont chargés de la poursuivre.

Je crois pouvoir affirmer que dans les principaux domaines de notre administration provinciale, en matière d'agriculture, de colonisation, d'instruction publique, de voirie, d'augmentation du subside fédéral, et d'agrandissement du territoire, la politique suivie depuis trente ans, n'a été que l'application, sur une plus grande échelle, des idées de Mercier, par des hommes publics, imbus de son esprit et désireux de compléter son œuvre.

SON CARACTERE

Mercier était doué d'un tempérament vif et d'une nature exubérante. Il était ardent et impétueux, enclin aux emportements généreux de la passion. Il ne supportait pas toujours facilement la contradiction ; mais sa colère durait peu, et, une fois son exaltation calmée, avec quel art exquis, il savait se faire pardonner sa brusquerie et ses accès de rude franchise.

On raconte que, lorsqu'il était rédacteur du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, il avait eu avec son futur associé, R.-É. Fontaine, rédacteur du *Journal*, devenu plus tard juge de la Cour supérieure, une vive altercation, et qu'il était allé au bureau de celui-ci pour lui demander des explications, lesquelles menaçaient d'être orageuses, et auxquelles Fontaine ne trouva pas de meilleur moyen de mettre fin, que de laisser la place à Mercier.

C'était un merveilleux metteur en scène. De la pose, disaient ses détracteurs. Non pas, c'était le désir sincère, pour tous ceux qui le connaissaient bien, de mieux servir sa cause, en frappant vivement l'imagination du peuple et en agissant fortement sur sa sensibilité, car il n'ignorait pas qu'on arrive à l'âme des foules plus facilement et plus vite par ce chemin que par celui de la raison pure.

C'était, dans toute l'acception du mot, un charmeur. Il avait un pouvoir de séduction incomparable et il était bien difficile d'échapper à son emprise, quand il se mettait en tête de

prendre les cœurs, déployant les dons de sa riche nature de “plébéien policé”.

On pourrait multiplier à l’infini les exemples du rayonnement intellectuel et moral de Mercier sur ses contemporains.

On raconte, à ce sujet, qu’un excellent curé d’une des paroisses des Cantons de l’Est, très prévenu contre Mercier, qu’on lui avait représenté comme un anticlérique forcené, un homme dangereux pour la religion, avait, au sortir d’une entrevue avec le chef libéral, non seulement changé d’avis à son sujet, mais était devenu dans la suite l’un de ses plus ardents défenseurs.

La générosité de Mercier était proverbiale, et, bien qu’il fût pauvre, nombreuses sont les personnes qu’il a obligées de sa bourse, sans parler des autres formes d’aide et d’assistance qu’il a multipliées autour de lui.

Il avait une espèce d’adoration pour les siens. Il avait un culte spécial fait de tendresse exquise et de gratitude pour son épouse, qui lui a donné des preuves sans nombre d’un dévouement inlassable et éclairé, et a réussi à adoucir, par sa sollicitude constante et discrète, l’amertume de ses dernières années.

A sa famille, à ses enfants, il vouait une affection et un intérêt, qui dépassaient la mesure ordinaire. En quels termes touchants il s’intéressait à leur avenir et se préoccupait de leur carrière.

Avec quelle amertume il envisageait sa mort prématurée, à cause de l’impossibilité où il serait de surveiller leur éducation et d’organiser lui-même leur carrière.

Avec quelle joie orgueilleuse, quelle légitime

fierté, n'aurait-il pas applaudi au succès de ses fils et surtout à la belle carrière politique de celui qui, s'inspirant de ses leçons et de son exemple, occupe aujourd'hui avec tant de distinction, le poste de ministre, dans le cabinet Taschereau à Québec.

J'ai déjà dit, au début de cette causerie, que Mercier avait surtout excellé par le cœur, et que c'est par cette manifestation particulière de sa personnalité, qu'il avait surtout agi sur ses contemporains.

D'autres grands Canadiens-français ont pu avoir une influence égale et peut-être supérieure à la sienne sur l'esprit de leurs compatriotes. Aucun d'eux, depuis Papineau, n'a exercé une action aussi profonde et durable sur l'imagination et la sensibilité de la race canadienne-française, parce que celle-ci sentait, chez celui qu'elle considérait comme son véritable chef, une disposition plus prompte et plus facile à se laisser dominer et à se déterminer par les mouvements du cœur.

C'est ainsi que l'on a pu dire que le secret de la grande popularité de Mercier a été chez lui, parfois peut-être, un principe de faiblesse, du point de vue de l'homme d'État, obligé, par raison politique, de se garer des surprises de sa sensibilité, dans l'intérêt de son parti ou de la cause nationale.

Je ne puis terminer l'analyse de cette qualité naturelle de Mercier, dont il a été lui-même la victime, sans me rappeler le vers célèbre de Musset :

“ Ah ! frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie ! ”

Car, si je ne me trompe, c'est dans son cœur sensible et généreux, que Mercier a puisé son magnifique idéal, sa foi indéfectible aux destinées de notre race, son amour ardent de nos institutions religieuses et nationales, sa fidélité et son dévouement à toutes les causes intéressant le progrès et l'avancement de sa province, de même que sa courageuse résistance aux ennemis de l'influence catholique et française, en un mot, toutes les nobles et hautes inspirations, qui ont orienté sa carrière de patriote et d'homme d'Etat.

N'est-ce pas là, en effet, tout le génie du grand homme, c'est-à-dire la source la plus profonde, la plus pure et la plus abondante du vaste rayonnement, que sa puissante intelligence a projeté sur tous les domaines de son inlassable activité.

D'ailleurs, Emile Faguet a fait observer que les grandes idées générales dérivent toujours des sentiments. L'idée générale de Mercier était un sentiment : l'amour de sa race, d'où procédaient ses idées particulières dans son action politique.

Les jeunes gens trouvaient en Mercier un guide et un conseiller bienveillant, toujours prêt à les aider dans leurs difficultés. Droit comme l'épée du roi, il était loyal envers ses amis, comme ses adversaires. Rien de mesquin, de vulgaire ou de faux, n'habitait son âme chevaleresque. Il était de la lignée des preux ; c'était un croisé.

Mercier était en avance sur son époque. C'était un précurseur ; et la semence qu'il a jetée en terre, il n'a pas eu le bonheur de la voir germer, et s'épanouir. Comme il se réjouirait de voir aujourd'hui sa province, qu'il aimait tant, à

l'avenir de laquelle il avait consacré tout son talent et toutes ses énergies, occuper, incontestablement, la première place dans la Confédération.

Mercier était un catholique convaincu et pratiquant. De sa foi religieuse il n'aimait pas à faire parade, si ce n'est pour engager ses compatriotes à ne jamais dissocier, dans leur âme, la vérité catholique de l'idée française, ces deux forces n'en faisant réellement qu'une, dans notre vie nationale.

Mercier avait en plus, une qualité morale, bien rare chez les hommes publics : le courage.

Il avait le courage de ses idées et de ses convictions, joint à l'énergie nécessaire pour les traduire en actes. Il l'a bien prouvé, quand, au mépris des colères de l'élément ultra-protestant et orangiste, il n'a pas craint de régler la question des biens des Jésuites, laquelle avait été ajournée, si longtemps, par ses prédécesseurs.

Mercier ne s'illusionnait pas sur le risque qu'il assumait alors, puisqu'il avait déclaré au Rév. Père Turgeon, lors de la signature des actes définitifs, qu'il souscrivait peut-être à son arrêt de mort politique, mais qu'il n'en avait nullement cure, ayant la satisfaction et la joie d'avoir mis la main à un acte de justice.

Mercier a également prouvé son courage, lorsqu'à la veille de ses élections générales de 1891, sous l'empire de cette conviction, que le mauvais vouloir de Sir John Macdonald priverait indéfiniment sa province de son territoire légitime et de l'augmentation du subside fédéral, il avait résolu de donner à Laurier une majorité de 15

voix dans Québec, tout en déclarant, que ce concours, dont il aurait pu facilement s'abstenir, attirerait sur sa tête les foudres du vieux chef tory victorieux.

LES IDEES ET L'ŒUVRE DE MERCIER

Quelles ont été, Mesdames et Messieurs, les idées maitresses, la pensée dominante qui éclairent et expliquent son œuvre essentielle, de l'homme dont je viens d'esquisser, à grands traits, la physionomie intellectuelle et morale?

La réponse à cette question constitue la philosophie que renferme toute vie d'homme, mêlée, de près ou de loin, à l'histoire de son pays.

Si je réussis à la dégager avec quelque justesse, je me croirai bien près du but que j'ambitionnais en entreprenant ce modeste travail: montrer en Mercier, l'admirable professeur d'union et d'énergie, qu'il a été pour sa race et sa province.

Ce qui, à mon sens, fait le mérite propre de Mercier, et lui donne figure de chef national, c'est d'avoir, dès le début de sa carrière, nettement aperçu la pensée directrice de toute l'histoire du peuple canadien-français, et, l'ayant comprise, de s'en être fait le serviteur passionné. persévérant et singulièrement efficace, par l'action politique.

Cette pensée directrice, on le devine aisément, c'est la volonté de survivre et de justifier cette survivance, par la supériorité intellectuelle et économique.

Il n'y a pas à s'y méprendre, pour quiconque a suivi la carrière de Mercier, cette carrière a été, par essence, la force politique au service de l'idée française.

¶ Dès qu'il naît à la vie publique, toute son activité s'oriente vers ce but, qui est son étoile polaire : le développement complet de notre personnalité nationale, dans le respect absolu de notre droit public, et l'application intégrale des constitutions qui nous régissent. ¶

Tout le reste n'est que secondaire, ou plutôt, n'a de valeur à ses yeux, qu'en fonction de cet intérêt primordial : la sauvegarde et l'enrichissement du patrimoine spirituel et moral, constitué par la nature, la tradition et l'histoire, chez ce petit peuple, issu de la France, pour lequel les traités ont consacré le droit de vivre, dans sa plénitude.

En vertu de ce principe, dont il ne s'écartera jamais, Mercier n'envisagera le fonctionnement des partis politiques et l'exercice du pouvoir que comme des moyens plus ou moins efficaces, de garder intacte et de fortifier cette création vivante, qui s'appelle le Canada français, au milieu des influences étrangères ou hostiles, qui l'environnent de toutes parts.

Cette conception, à la fois très simple et très élevée, du rôle de l'homme public canadien-français, constitue l'unité profonde d'une œuvre complexe où les variations apparentes et d'ordre purement politique ne sont que des adaptations ou des modalités suggérées ou imposées par les événements de notre vie nationale.

Cette préoccupation constante de tout ramener à l'idéal canadien-français, peut s'observer chez quelques-uns des illustres contemporains de Mercier, dont un, au moins, a survécu pour faire bénéficier ses concitoyens des fortes leçons de patriotisme, qui se dégagent de sa plume alerte et vigoureuse, malgré les années, j'ai nommé le vénérable sénateur L.-O. David, dont la longue vie, faite de droiture, de dévouement et de vertu civique est tout un enseignement pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

A la lumière de cette doctrine largement et hautement nationaliste, tous les desseins et les actes publics de Mercier, toute son activité de chef de parti ou d'homme de gouvernement, acquièrent un sens et une portée, que suffisent mal à expliquer les mouvements politiques et les contingences électorales. Nous voyons là le pourquoi de ses attitudes, la raison de ses initiatives, l'explication de sa stratégie parlementaire et électorale, et la genèse de ses grandes mesures d'intérêt commun.

Feu Israël Tarte, qui l'avait bien connu, écrivait de lui en 1892 :

"Mercier a la "passion française", il croit à notre droit de former sur ce continent un groupe homogène qui conservera ses traditions, sa langue, sa foi. Quiconque touche à cette croyance, est, à ses yeux, l'ennemi !

Dans toutes les questions françaises, il a été invariablement et quand même du côté de sa race. Il a poussé très loin, trop loin parfois, à mon avis, l'affirmation de cette idée. Mais elle est fixe chez lui, et les haines qu'elle lui a attirées,

ne l'ont pas déracinée de son esprit. Il considère la province de Québec comme le pivot des groupes français disséminés ici et là, et il estime que le devoir de nos hommes politiques est d'avoir l'œil ouvert sur nos compatriotes, où qu'ils soient en Amérique.

Il voulait qu'il fût entendu et compris que le chef catholique d'un gouvernement dans la province de Québec, a le droit et le devoir d'arborer ses couleurs. Mercier croit que pour rester français, il nous faut rester catholique: il a agi en conséquence."

C'est bien cela: Mercier a été le défenseur par excellence de la cause française en Amérique; il a voulu être et il a été, avant tout, le chef catholique et français d'une province, dont l'immense majorité est catholique et française.

Nous donnerons maintenant, Mesdames et Messieurs, si vous le voulez bien, la parole aux faits.

Mercier débute dans la vie politique comme conservateur, parce que le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, où il fait ses premières armes, appuie le parti politique, décoré de cette étiquette. Mais les mots importent peu: c'est la doctrine et les idées que les hommes incarnent et défendent, qu'il faut apprécier avant tout, et nous ne tarderons pas à voir ce que sont réellement les idées et les doctrines politiques du débutant journaliste.

Dans son journal, Mercier combat le projet de Confédération. Pour des raisons d'ordre économique ou financier? Non, Mesdames et Messieurs, mais parce que, — il l'a déclaré lui-

même dans un article publié alors, — ce système de gouvernement renferme un danger pour l'avenir de sa race et de sa province.

Pour le même motif, il abandonnera définitivement *Le Courrier*, et fera désormais cause commune avec les libéraux canadiens-français, s'alliant à ceux-ci, d'abord, parce qu'il n'existe pas d'autre parti ou de groupe organisé d'opposition, et ensuite, parce que leur attitude lui paraît plus conforme aux intérêts de la province de Québec.

D'ailleurs, il réservera son indépendance et profitera de la première occasion, qui s'offre à lui, de participer à la fondation d'un nouveau groupement plus distinctement et plus complètement national : le parti national de 1871, dont il prendra avantage pour se faire élire député de Rouville et défendre à la Chambre des Communes, la cause des minorités, qui fait partie de son crédo politique.

Après la disparition du parti national, Mercier restera attaché au parti libéral, mais, notez-le bien, avec ce souci constant, dont il fait sa méthode d'action favorite, d'en élargir les bases, d'y pratiquer la conciliation, afin d'y attirer tous les esprits, dont la pensée est la même, sur nos grands problèmes nationaux, et d'en faire un parti puissant et populaire.

C'est dans ce but qu'il prêtera une oreille favorable, aux offres de coalition de ses adversaires politiques, en vue de constituer le bloc homogène, le point d'appui, dont il rêve depuis longtemps ; et que, finalement, lorsqu'il se trouvera en présence d'un grand mouvement populai-

re, il s'en emparera, pour réaliser la suprême ambition de sa vie: la formation du parti national, baptisé sur le champ de mars, le 22 novembre 1885, et confirmé par son avènement au pouvoir le 17 janvier 1887.

C'est aussi, dans le même ordre d'idées, qu'il travaillera toute sa vie à libérer son parti de l'injuste ostracisme religieux, qui le frappe depuis trente ans.

L'effort de Mercier, à ce sujet, constitue l'épisode le plus décisif peut-être, dans l'histoire pathétique de cette tentative, des libéraux sincèrement catholiques, de débarrasser leur parti de cette tunique de Nessus sous laquelle il a étouffé si longtemps, grâce à l'activité d'adversaires soutenus par une portion notable du clergé.

On sait que ce fut la tactique des chefs conservateurs et notamment de Cartier et de ses amis, de chercher à solidariser les libéraux de Québec avec les libéraux de France et d'Italie, dont le libéralisme était condamné par l'Eglise.

Et c'est simplement faire acte d'historien que de rappeler les démêlés qui eurent lieu à cette époque, entre certains membres du clergé trop zélés, et le parti libéral qui se plaignait, avec raison, dans un grand nombre de cas, de l'influence indue des prêtres dans les élections.

C'est pour mettre fin à ces démêlés et à cette situation regrettable, que Monseigneur Conroy fut délégué par le Saint-Siège pour faire une enquête et rétablir la paix religieuse compromise par les indiscretions et le zèle déréglé de certains membres du clergé.

Mercier n'était pas homme à ignorer le tort immense fait à sa cause par les appels de ses adversaires aux sentiments religieux de notre population, à la foi si vive.

A plusieurs reprises, il a protesté avec vigueur, contre cette campagne systématique et dangereuse de ses adversaires, campagne d'autant plus injuste que, à l'exception de rares individualités, dont on aurait pu trouver un nombre au moins égal dans l'autre parti, les chefs du parti libéral étaient des hommes reconnus pour leur esprit de foi et leur attachement à la religion de nos pères.

Avec quelle indignation, n'a-t-il pas dénoncé l'école politico-religieuse, c'est-à-dire, cette école politique qui, à certaines époques de notre histoire, a voulu faire de la religion, un instrument de règne dans notre province.

Dans sa conférence sur Charles Laberge, qui était lui-même un libéral convaincu mais un catholique sincère, pratiquant sa religion avec une piété remarquable, Mercier, relatant l'effort de Laberge pour soustraire son parti à l'ostracisme religieux, s'élève lui-même, avec vivacité, contre cette exploitation de la religion pour les fins étroites d'un parti politique.

“L'école politico-religieuse, voilà l'ennemi; l'ennemi de l'Église canadienne, dont elle menace de détruire la sainte auréole en la traînant dans la fange des luttes de parti; l'ennemi du clergé au sein duquel elle a introduit et veut entretenir des divisions mortelles, propres à lui enlever cette force dont il a tant besoin pour le succès des grandes œuvres confiées à son zèle; l'ennemi de nos institutions politiques dont elle

veut détruire l'action bienfaisante en les dénonçant comme dangereuses à la religion et propres à propager le socialisme et l'impiété, et en provoquant sans cesse à des empiétements sur les droits et les pouvoirs incontestables de l'Etat; l'ennemi du peuple auquel elle voudrait imposer un régime qui l'a soumis, pendant des siècles, au plus triste et au plus dégradant des esclavages; l'ennemi des Canadiens-français qu'elle voudrait pousser dans des luttes fratricides avec leurs compatriotes d'autre origine et d'autres croyances, que nous devons respecter si nous voulons être respectés nous-mêmes, et avec lesquels nous devons vivre en paix afin de consolider les bases des destinées que la Providence ménage, sur ce continent, à la future nation canadienne. Oui, l'école politico-religieuse, voilà l'ennemi; l'ennemi des intérêts religieux et nationaux; l'ennemi des aspirations de tout homme de cœur; l'ennemi de ce que tout citoyen a de plus cher et de plus sacré: le droit de vivre libre dans un pays libre."

Et plus loin il ajoutait :

"Je le dis sans crainte d'être démenti, il n'y a pas d'impies, ni d'athées, dans les rangs du parti libéral; il peut y avoir quelques hommes que les luttes injustes et les calomnies calculées de l'école politico-religieuse ont poussés vers l'indifférence, mais ce sont de très rares exceptions, que le parti n'est pas appelé à juger. D'ailleurs que les conservateurs comptent ceux qui dans leurs rangs sont malades sous ce rapport, et songent à les guérir avant de s'occuper de vous. Et ils auront assez à faire.

Le parti libéral est un parti politique qui ne demande compte à personne de ses croyances religieuses, qui respecte toutes les convictions honnêtes et affirme hautement que dans ce pays tous les citoyens ont droit à une partie égale d'estime et de protection, quelles que soient leurs opinions religieuses ou leur nationalité."

Il est assez généralement reconnu aujourd'hui, qu'aucun chef libéral n'a contribué, dans le passé, à l'égal de Mercier, par l'exemple de sa vie conforme à ses croyances, par ses déclarations réitérées, par ses actes publics ou officiels, et l'éclat de son prestige personnel à réhabiliter son parti devant la conscience catholique du pays.

Sans doute, après Mercier, les relations se tendirent encore entre les autorités religieuses et le parti libéral; mais, on peut dire que ce fut plutôt d'une façon accidentelle et spasmodique, tel l'épisode des écoles séparées du Manitoba qui assombrît l'horizon politico-religieux, et fit craindre, par moments, les pires orages d'antan.

Mais, à cette époque, un changement s'était déjà effectué dans l'esprit public, et l'apostolat de Mercier avait commencé de donner ses fruits. L'intervention opportune du Saint-Siège de même que la diplomatie de Laurier et la politique conciliatrice et modérée de celui-ci, vinrent achever l'œuvre de pacification religieuse et de liberté politique, poursuivie par les esprits sincères et les vrais amis de l'unité canadienne.

D'autre part, Mercier n'a jamais refusé au prêtre le droit de prendre position, comme tout autre citoyen, dans les questions purement civiles ou politiques. Il a, au contraire, constam-

ment recherché les conseils et le concours du clergé catholique dans son œuvre de progrès social et économique.

Il n'est que juste d'affirmer que si cette tentative de rapprochement et d'union n'a pas été couronnée d'un succès complet, ce n'est pas faute d'un effort sincère ni même de gages tangibles de ses excellentes dispositions à l'égard des autorités religieuses.

Ce n'est pas à lui qu'on aurait pu faire le reproche, que Thiers adressait à Gambetta, après 1870 :

“Toutes vos luttes contre Rome, sont inspirées par Bismark qui veut briser la papauté. Moi, je suis profondément, sincèrement catholique, parce que je suis passionnément français.”

En effet, Mercier, excellent catholique, du reste, n'ignorait pas “qu'un peuple vaincu ne se refait qu'en s'appuyant sur les énergies profondes de la race et du sol” et que l'énergie la plus profonde de sa race, celle-ci l'avait puisée dans la vertu de son baptême, tout comme les Francs, ses ancêtres, au baptistère de Reims.

Le miracle de notre survivance, lui avait appris, selon la forte pensée de Mgr Paquet, que “la foi est la première de nos vertus nationales. Elle est la plus haute, la plus sûre, la plus féconde de toutes les influences qui façonnent un peuple, celle, qui le maintient dans l'exacte notion de ses droits et de ses devoirs, et dans l'unité nécessaire de sa vie.”

Se rappelant également le mot profond de Rivarol que “les choses humaines sont con-

servées par la fidélité aux principes qui les ont créées," Mercier savait que le peuple canadien-français, bercé sur les genoux de l'Eglise, ne pourrait renier sa mère, qu'en risquant de choir dans l'abîme de la dénationalisation, qui le guette à tous les tournants de la route.

Et, ayant ainsi distingué dans l'Eglise, un élément indispensable de la force française au Canada, il avait résolu d'associer le clergé catholique à son œuvre de progrès et de développement économique et intellectuel de sa province.

La nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre de l'agriculture et de la colonisation,—fait inoui dans nos annales—ne fut-elle pas un exemple typique de l'étroite coopération de l'Eglise et de l'Etat, dans le gouvernement national de 1887?

Les ennemis de Mercier, tant protestants que catholiques, se sont plu à dénaturer ses intentions et le caractère de ses initiatives, en vue d'une action plus harmonieuse des deux pouvoirs ecclésiastique et civil.

Les premiers ont voulu voir, dans cette politique de Mercier, une manœuvre déguisée, une espèce de camouflage de la part du premier ministre, pour masquer une tentative insidieuse de faire servir l'influence cléricale à la suprématie du parti libéral et tourner contre ses adversaires, l'arme qui leur avait été longtemps si précieuse, en faisant revivre, à son profit, l'école politico-religieuse, dont il avait stigmatisé l'influence néfaste dans notre province.

D'autre part, la sensibilité inquiète de l'élément ultraprotestant, qui s'était émue du règle-

ment de la question des biens des Jésuites, des relations affichées de Mercier avec le Vatican, et de ses complaisances ouvertes envers le clergé catholique, a pressenti, dans ces actes, pourtant fort légitimes, une menace pour la minorité religieuse de la province, ou, tout au moins, le prélude d'une série d'empiètements de l'Eglise de Rome, sur les attributions du pouvoir séculier.

On sait que cette double interprétation, aussi fausse l'une que l'autre, de la politique religieuse de Mercier, a armé contre lui, dans les élections de 1892, un grand nombre d'esprits, d'inspiration tout à fait opposée, qu'avait rapprochés momentanément, dans une offensive commune, la peur feinte ou réelle, en tout cas imaginaire, d'une coalition abusive de l'Eglise et de l'Etat, au profit exclusif d'un parti, dans les affaires de la province.

Rien de plus injuste et de moins conforme à la pensée de Mercier, que cette attitude de l'opinion à son endroit.

Que dans son désir sincère et sa hâte d'unir dans l'action, les forces religieuses et civiles du Québec, l'homme ardent et entier qu'il était, ait parfois manqué de prudence, de mesure ou de discrétion, c'est possible. Mais de là à conclure qu'il a voulu se servir du clergé catholique contre les protestants, et établir une espèce de théocratie, dont il aurait été le chef, il y a tout un abîme; et l'histoire impartiale dira que cet abîme n'a pas été franchi, par l'homme d'Etat, que son respect de la religion, ses principes reconnus, et son sens de la justice et des droits

égaux, éloignaient d'une tentative aussi absurde qu'impossible à réaliser.

Je crois avoir dit déjà, Mesdames et Messieurs, que l'originalité, le vrai titre de gloire de Mercier, c'est qu'étant passionnément et intensément canadien-français, et en même temps catholique intégral, parce que bon canadien-français, il s'est appliqué, avant tout, à justifier la volonté de ses compatriotes de vivre leur vie nationale par l'acquisition de la supériorité intellectuelle et économique.

Cette noble préoccupation s'affirme dans son effort pour faire de sa province—foyer de la vie française en Amérique,—une province plus unie, mieux instruite, plus forte et plus prospère.

Il a voulu une province plus unie, et c'est pour cela que toute sa vie il a adjuré ses compatriotes de faire à la cause nationale le sacrifice de leurs divisions, de mettre un terme à leurs guerres mesquines de partis, et de constituer une force politique homogène au service des vérités essentielles, auxquelles tient tout l'avenir de la race canadienne-française.

Son fameux appel: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous" n'avait d'autre but que de sonner le ralliement des esprits et des cœurs, épris de l'idéal français, et d'unir dans une action commune toutes les bonnes volontés, afin d'organiser un gouvernement fort, soutenu par une opinion publique éclairée et agissante, capable de collaborer efficacement, avec les pouvoirs publics, au développement harmonieux et au progrès de la province.

C'est pourquoi il ne cessera de répéter, après son arrivée au pouvoir, que son gouvernement n'est pas un gouvernement libéral, mais un gouvernement national.

Le 10 avril 1888, dans un grand banquet à l'hôtel Windsor, à Montréal, il prononçait les paroles suivantes :

“Je l'ai dit bien des fois, et je le répète ce soir, avec l'assentiment des libéraux qui m'entourent : la victoire du 14 octobre 1886 n'a pas été une victoire libérale mais bien une victoire nationale, et le gouvernement actuel, fruit légitime de cette victoire, a été, est encore et restera, tant que j'en serai le chef, un gouvernement national ; s'appuyant avec confiance sur les honnêtes gens des deux partis, revendiquant l'honneur de la province et défendant ses intérêts ; cicatrisant les blessures que lui ont faites les régimes précédents ; oubliant les luttes fratricides du passé et demandant le concours de tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti, de race ou de croyances religieuses, pour consolider nos institutions et nous préparer à la réalisation des grandes destinées qu'un avenir prochain nous ménage.”

MERCIER ET L'INSTRUCTION PUBLIQUE

L'instruction publique a toujours occupé la première place dans le cœur de Mercier et, plus particulièrement, l'instruction du peuple.

Cette préoccupation revient sans cesse comme un leit-motiv dans la plupart de ses discours

et conférences. Il souffre de voir ses compatriotes dépassés sous le rapport de l'instruction technique des classes ouvrières; et il brûle de démolir l'odieuse légende des scieurs de bois et des porteurs d'eau, dont l'on fait affront aux Canadiens-français.

Certes, il se garde de méconnaître les services inappréciables de nos éducateurs, religieux et laïques. Il se plaît à exalter, en toute occasion, le mérite du clergé en matière d'instruction publique, et son dévouement passionné à la cause française. Il n'oublie jamais de rendre hommage à nos collègues classiques, ces admirables foyers de science et de vertu civique, où se forme l'élite du peuple canadien-français, et d'où sont sortis les éloquents défenseurs de nos libertés constitutionnelles.

Mais, sans vouloir amoindrir la participation de notre enseignement secondaire à la formation de la jeunesse, et tout en se gardant bien de porter atteinte au système laborieusement édifié par les Meilleur et les Chauveau, il rêve de fortifier ce système à la base, en instruisant les foules, se rappelant que si les démocraties sont conduites par leurs élites, celles-ci auront d'autant plus de succès dans leur tâche directrice que la masse sera plus éclairée sur ses devoirs et ses responsabilités.

En 1881, au cours du débat sur l'établissement des écoles d'arts et métiers, il appuyait fortement le projet du gouvernement. "La cause de l'instruction est la plus grande cause populaire, c'est celle de nos institutions politiques; c'est la cause nationale, par excellence. Pour

moi, je ne l'examine jamais sans me sentir ému jusqu'aux larmes, en voyant si peu d'efforts faits pour le triomphe d'une si belle cause...

“Répandre l'instruction primaire, la faire pénétrer dans nos campagnes les plus reculées, vaincre la résistance ou l'indifférence des parents à proclamer l'obligation de fréquenter les écoles dans certaines conditions, voilà quel est le premier devoir de nos législateurs. Et pour cela, il faut faire deux choses indispensables : augmenter le nombre des écoles, car, dans les campagnes, elles sont généralement trop éloignées, et frappent d'incapacité politique les jeunes gens qui, dans un certain nombre d'années, arriveront à l'âge de majorité sans savoir lire et écrire. Comment peut-on espérer que de pauvres petits enfants fréquentent régulièrement l'école à la campagne quand, dans certains endroits que je connais, il leur faut franchir une distance de 40 arpents, et cela dans les boues et avec les pluies d'automne et du printemps et avec les froids rigoureux de nos hivers?”

“Mais, M. le Président, cet ouvrier qui travaille et qui peine pour améliorer son sort et donner du pain à ses enfants ; cet ouvrier, type du citoyen honnête, qu'avons-nous fait, que faisons-nous pour lui dans le pays ? Rien ! Avouons-le à notre honte, nous n'avons rien fait et nous ne faisons rien pour lui. Et il est là, ployant sous le poids de son labeur, et il attend, impassible comme le juste, calme comme la force dont il est l'emblème.

“Que pouvons-nous, que devons-nous faire pour lui? Lui ouvrir les portes du temple de l’instruction, l’initier à nos travaux, lui faire partager notre vie intellectuelle, lui tendre la main comme à un frère, essuyer la sueur qui perle de son front et lui dire : Courage, ami, voici des écoles spéciales et pratiques, dans lesquelles tes enfants vont apprendre que ton métier est une noble profession.

Nous avons donné des millions pour les chemins de fer et les canaux; l’ouvrier a payé sa large part des taxes nécessaires pour ces immenses constructions. Son tour est venu que l’Etat lui donne des écoles comme l’Europe en possède; des écoles dans lesquelles les jeunes gens apprennent un métier; en même temps qu’ils apprennent les sciences indispensables dans ce siècle de lumière et de progrès.”

Les écoles techniques, Mesdames et Messieurs, réclamées par Mercier, 25 ans avant qu’un autre homme d’Etat, dont nous saluons la présence ce soir, n’en dotât sa province, et n’acquît par là, l’un de ses meilleurs titres à la reconnaissance de ses concitoyens. N’avais-je pas raison de dire que Mercier fut un précurseur, dont la pensée vit et agit dans l’œuvre de ses successeurs?

Il disait encore :

“Couvrons le sol de notre province de maisons d’école; faisons-les nombreuses, élégantes, confortables, pour que nos enfants aiment à les voir et à les fréquenter. Entourons-les d’arbres et de fleurs, pour que cette jeunesse, qui est l’espérance de la patrie, sache “que l’instruction est l’ornement du riche et la richesse du pauvre” suivant la pensée d’un philosophe.”

Dans une autre circonstance, il s'exprima ainsi :

“L’instruction élémentaire est la première nécessité d’un pays constitutionnel. Il faut, comme le dit Girardin, mettre en harmonie l’instruction et la constitution d’un peuple.”

“Nous ne donnons que \$160,000 aux écoles élémentaires et \$70,000 à l’instruction dite supérieure. J’admire et je respecte nos collèges classiques, que nous devons au dévouement de prêtres vertueux, véritables amis de leur pays, et je ne veux diminuer en rien leur prestige et leur mérite; mais je combats un système qui n’est ni juste ni sage. C’est le peuple surtout que l’on doit chercher à instruire; le riche peut se protéger tout seul; c’est à l’enfant du pauvre qu’on doit tendre la main bienfaisante de l’éducation pour le défendre contre les dangers qui l’assiègent, pour le sortir de la misère, qui peut tuer cette intelligence naissante et pour lui ouvrir à deux battants les portes de l’avenir et l’aider à conquérir une position honorable.”

Ailleurs, il demande que l’on donne plus de place, dans les programmes d’études, à l’éducation politique :

“Comment voulez-vous que l’instruction de l’enfant puisse le préparer à ce grand et noble rôle qu’il devra remplir plus tard, comme électeur, sous des gouvernements représentatifs comme les nôtres, si on ne lui enseigne pas les principes et le fonctionnement de la constitution qui le régit; si on ne lui apprend pas quels sont les droits qu’il peut exercer, les devoirs qu’il a à

remplir; et quels sont les dangers, au point de vue politique, économique et social, qui le menaceront un jour, s'il n'a pas été mis en état, de donner un vote intelligent et raisonné."

J'ai dit, il y a un instant, que Mercier savait apprécier autant que quiconque la collaboration du clergé canadien, dans l'enseignement. Écoutez ce qu'il en dit en 1881 :

"On dit souvent ici, sans trop réfléchir, que le clergé canadien a accaparé l'instruction de la jeunesse et qu'il a trop multiplié les collèges classiques. C'est une erreur, M. le Président, c'est même de l'ingratitude. Les institutions religieuses ont le contrôle de l'instruction supérieure, c'est vrai, mais à qui la faute et où est le mal? Qu'ont fait les laïques dans ce pays pour instruire la jeunesse? Rien ou presque rien.

Et où en serait l'instruction dans notre province sans le noble dévouement de notre clergé? Elle n'aurait fait aucun progrès. Quels sont les citoyens qui auraient pu fonder ces institutions remarquables qu'on appelle "collège de Montréal," "collège Sainte-Marie," "collège de Saint-Hyacinthe," "collège de Nicolet" et "collège Sainte-Thérèse"? Cherchez-les et vous ne les trouverez pas. Sachons l'avouer et le reconnaître; sinon nous ne serions pas honnêtes si nous ne savions pas être justes et francs.

Il fallait le souffle religieux, il fallait le généreux désintéressement du prêtre pour donner la vie à ces grandes et belles institutions qui font la gloire de notre pays et dans lesquelles des professeurs, dont nous gardons un pieux souvenir,

nous ont rompu le pain de l'instruction. Sans le prêtre la plupart d'entre nous ne seraient pas instruits, ou ne le seraient que d'une manière incomplète et insuffisante pour la mission que nous sommes appelés à remplir. Respectons ces maisons qui ont fait de nous des citoyens utiles au pays et défendons-les contre les attaques de la calomnie et de la médisance. Nous prouverons par là que nous ne sommes pas seulement des hommes instruits, mais que nous sommes de plus des hommes de cœur."

Si Mercier n'a pas eu le temps de réaliser toutes ses idées en matière d'instruction publique, il aura, du moins, laissé un monument durable de sa pensée, dans ce domaine, par l'établissement des écoles du soir, dont il serait superflu de vous faire l'éloge.

MERCIER ET L'INSTRUCTION OBLIGATOIRE.

On a tenté de faire à Mercier, un crime de ses opinions en matière d'instruction obligatoire. Une double observation s'impose à ce sujet : D'abord, il ne manque pas d'esprits distingués, et parfaitement orthodoxes, qui sont en faveur de cette réforme, à la condition, toutefois, qu'elle s'accomplisse sans léser les droits de l'Eglise, ceux du père de famille, et les intérêts de la morale chrétienne. Pour ma part, je me rappelle fort bien, avoir entendu M. l'abbé Colin, le vénérable supérieur de St-Sulpice, convenir, publiquement, de la légitimité de l'intervention de l'État, pour édicter certaines sanctions, en matière d'obligation scolaire.

D'autre part, à cette obligation scolaire, Mercier mettait des restrictions en disant :

“Mais qu'il soit bien entendu que cette réforme que je demande ne doit se faire qu'avec toute la prudence et les réserves qu'imposeraient la pauvreté des parents et les distances à franchir dans nos campagnes à une époque déterminée. Et, qu'il me soit permis de le dire, ce peuple, je voudrais le voir s'instruire parce que je voudrais le voir heureux.”

Il entendait par là, que la sanction de l'obligation scolaire dût s'appliquer à l'enfant lui-même dont l'ignorance coupable devait être punie de la privation du droit de vote. J'ajouterai qu'il est permis de croire, que l'exercice du pouvoir avait modifié la pensée de Mercier, sur ce point, puisque durant les cinq années de son règne, il n'a jamais fait la moindre déclaration ou accompli le moindre acte à ce sujet.

J'ai dit que Mercier voulait que sa province fût non seulement instruite, mais encore forte, puissante et respectée. De cette idée avait procédé sa politique relative au projet de Confédération, qu'il avait combattu, non seulement parce que la nouvelle constitution n'offrait pas, à ses yeux, de garanties suffisantes pour les minorités, mais parce qu'elle dépouillait les provinces d'une partie notable de leurs attributions législatives et du plus clair de leurs revenus : les droits de douanes et d'accise, et faisait de ces organismes complets de vie nationale, les vassaux et les tributaires d'une autre autorité que celle de la

couronne britannique, à savoir : le Parlement fédéral.

Toute sa vie Mercier restera convaincu que le pacte fédératif fut un marché de dupes et que la province française du Québec, y a troqué son droit d'aînesse pour un plat de lentilles.

L'AUTONOMIE DES PROVINCES.

Dans le but d'atténuer les conséquences de ce qu'il considérait être l'erreur ou la faute de la Confédération, il s'appliquera, avec énergie et persévérance, à sauvegarder et à fortifier l'autonomie de sa province, à la défendre contre les empiètements du pouvoir fédéral, et à lui obtenir de plus grandes ressources financières en même temps que l'adjonction du territoire, qui lui appartient légitimement, et qu'elle a acquis depuis, grâce à l'énergie et à l'habileté du présent ministre de la Justice, dans le gouvernement du Canada.

On sait, avec quelle vigueur, il avait dénoncé dans l'opposition, la politique centralisatrice de Sir John Macdonald, lequel empêché, dit-on, par Cartier d'imposer l'union législative en 1867, visait constamment à amoindrir l'influence et le prestige des provinces.

Dans son discours sur l'adresse, le 31 mars 1884, il s'exprimait ainsi :

“Depuis quelques années, le gouvernement fédéral poursuit, avec une persévérance évidente et un succès qu'on ne peut nier, une politique de centralisation dont le triomphe final serait

l'union législative, le rêve favori d'un homme aussi distingué par ses talents que dangereux par ses tendances; je veux parler, on le comprend, de Sir John, le chef actuel du parti conservateur dans la Puissance.

Les désaveux répétés des lois provinciales; l'adoption de mesures affectant des matières considérées jusqu'à ce jour comme étant exclusivement du ressort des législatures locales; les tentatives faites deux fois déjà pour nous imposer un corps électoral différent de celui que nous nous sommes volontairement donné; l'exécution forcée de cette loi des licences dont l'effet certain sera d'enlever pratiquement aux gouvernements des provinces la plupart de leur autorité et de les priver d'une source de revenu considérable; ces efforts habilement faits et si fréquemment renouvelés, pour diminuer le prestige et la solidité de nos institutions locales; l'ingérence intempestive du conseil privé dans le choix des ministres locaux; tout, enfin, est de nature à prouver aux esprits réfléchis qu'une vaste et puissante conspiration est en permanence contre l'autonomie provinciale."

Le 7 avril 1884, il dénonçait, à la législature de Québec, les divers actes par lesquels, le parlement fédéral, sur l'initiative de Sir John Macdonald, tendaient à porter atteinte à l'autonomie des provinces. Il proposa l'adoption d'une résolution, déclarant "que les empiètements fréquents du parlement fédéral sur les prérogatives d'une province sont une menace permanente pour celles-ci, et que cette Chambre justement alarmée de ces empiètements croit qu'il est de son

devoir d'exprimer énergiquement sa détermination de défendre tous les droits provinciaux, et de proclamer hautement l'autonomie qu'elle possède tel que consacré par l'acte fédéral."

On sait que le premier acte important de Mercier, comme premier ministre, fut la conférence interprovinciale, où les dirigeants de toutes les provinces, moins deux, se réunirent pour passer des résolutions, dont les principales avaient trait à la nomination d'une partie des sénateurs par les provinces, à l'augmentation du subside fédéral, et à la limitation du pouvoir de désaveu accordé au gouvernement fédéral, et à l'extension des frontières au nord de la province.

Le rajustement du subside fédéral et l'extension des frontières nord de la province furent deux des soucis principaux de Mercier.

Il apercevait très clairement que le progrès de la province dépendait surtout de bonnes finances, et que dans le partage des ressources financières entre les pouvoirs, provincial et fédéral, les provinces n'avaient pas été traitées équitablement.

Une revision du subside fédéral s'imposait donc d'urgence et il se trouvait que, dans cette question, il pouvait compter sur le concours des autres parties de la Confédération, tout aussi intéressées que le Québec, à avoir une augmentation de revenus.

Voici ce qu'il disait dans son discours du 10 avril 1888 :

"Je n'ai pas besoin de vous dire, messieurs, qu'avec cette augmentation du subside fédéral, la position financière de la province sera par-

faitement assurée pour l'avenir, et qu'avec ce nouveau contingent de recettes permanentes, nous pourrons, au moyen d'un libéral encouragement à l'éducation, à l'agriculture, à la colonisation, et aux travaux publics, donner au progrès de la province un essor nouveau, propre à maintenir le rang que nous devons occuper et à obtenir l'influence que nous devons exercer dans la Confédération. Le maintien des institutions provinciales sera assuré pour toujours et nous n'aurons plus à craindre l'union législative, qui pourrait nous amener des embarras graves dans nos finances provinciales, ou la taxe directe. C'est là qu'est le plus grand danger pour nos institutions locales et c'est pour prévenir ce danger que nous demandons le réajustement du subside fédéral et notre indépendance dans les questions d'argent."

MERCIER a donc posé les préliminaires de cette question qu'il aurait certainement réglée d'une façon satisfaisante, s'il était resté au pouvoir.

D'autre part, l'extension des frontières nord n'a pas eu de champion plus ardent et plus vigoureux.

Voici ce qu'il disait à ce sujet, dans la même circonstance :

"Ce territoire nous appartient: la décision obtenue devant le Conseil Privé en 1884, par mon honorable ami, le premier ministre d'Ontario, quant à la frontière nord de sa province, règle aussi, du moins en principe, la question

pour la province de Québec. Nous nous proposons de profiter de cette décision pour ajouter à notre province une étendue plus grande que sa superficie actuelle, c'est-à-dire, environ 300,000 milles carrés. J'ai déjà soumis la question à la législature de Québec en 1885, et il a été nommé un comité chargé de l'étudier : nous allons profiter de l'ouvrage de ce comité et de la décision du Conseil Privé pour régler la question d'une manière finale et conforme aux droits comme aux intérêts de la province. La province de Québec est propriétaire de ce vaste territoire et elle va le réclamer."

C'est la gloire et le mérite de Sir Lomer Gouin, d'avoir réglé ces deux questions, d'une importance capitale, conformément aux meilleurs intérêts de sa province.

Mercier, dans sa politique de rapprochement intellectuel et économique avec la France, s'inspirait de l'idée de fortifier la vie de sa province, par l'énergie française, puisée à sa source même.

On ne sait pas assez généralement, que pour asseoir son œuvre de crédit français, il avait retenu à Paris, les services de journalistes, qui alimentaient la presse de province, de réclames et de renseignements, sur les ressources et les possibilités du Québec.

Admirez, Mesdames et Messieurs, la persévérance et l'esprit de suite de Mercier, dans la poursuite de ce patriotique et national dessein : rétablir entre la mère et la fille, dans l'ordre intellectuel, économique et social, ce large courant de vie française, interrompu par le sort des armes et des traités ; faire profiter de la sève

du tronc principal, le rameau violemment détaché depuis au-delà d'un siècle, et susceptible de devenir, dans le sol vierge et fécond d'Amérique, l'arbre vigoureux et respecté, d'une nouvelle civilisation française, digne de la première, dont elle sera l'image vivante et fidèle...

MERCIER ET L'AGRICULTURE.

Après l'instruction publique, l'attention de Mercier, devait naturellement se porter sur l'agriculture, source principale de la prospérité du pays.

Chose étrange, à son arrivée au pouvoir en 1887, il n'existait pas de service administratif, spécialement affecté à cette branche de l'activité nationale. Aussi, l'un des premiers actes de Mercier, sera-t-il la création du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, dont il prend lui-même la direction, avec la collaboration du curé Labelle.

Ce n'est pas tout. Pour bien marquer l'importance et la noblesse de la condition de l'agriculteur, pour le relever dans la considération et l'estime de ses concitoyens, il institue en 1889, à l'exemple de la France, l'Ordre du mérite agricole, dont l'objet est de distinguer les plus méritants de la ferme, de couronner leurs travaux d'amélioration, et d'en faire des modèles dans l'art de cultiver le sol et d'en extraire un maximum de richesses pour le pays.

L'inauguration solennelle de cette chevalerie de l'agriculture, permit à Mercier de prononcer

les paroles suivantes, où se révèle la pensée de cette œuvre admirable.

“En honorant l’agriculture, nous honorons notre mère à tous, en couronnant les plus dignes de ses fils, nous récompensons l’ouvrier de la charrue, le plus noble de tous les ouvriers et nous offrons une preuve d’encouragement au travail et au succès des enfants de l’avenir.

Ce n’est point une œuvre d’un jour, mais c’est une œuvre permanente que nous confions à ceux qui viendront après nous et que nous plaçons sous la protection de toutes les classes dirigeantes de la société.

Nous couronnons les cultivateurs qui sont restés dans les champs pour y continuer les traditions de leur respectable profession et nous invitons ceux qui ont abandonné ces champs et cette profession à y retourner le plus tôt possible et à reprendre, parmi leurs confrères, la position qu’ils occupaient autrefois.

Nous faisons plus : l’agriculture devant être dans ce pays, la seule de toutes les professions qui verra ses membres couronnés, par les plus hautes autorités et porter, avec orgueil, sur leur poitrine, la médaille du mérite, amènera forcément dans ses rangs, une foule de jeunes gens intelligents et riches, sortis d’autres professions, et que l’espoir et l’amour du travail pousseront vers la charrue de leurs ancêtres.”

Pouvait-on célébrer plus éloquemment le culte du sol ancestral, prêcher avec plus de conviction, ce retour à la terre, où notre patriotisme aime à voir l’un des principaux remèdes au déséquilibre social, provenant d’une trop grande poussée des jeunes gens des campagnes vers les villes.

A cette politique d'encouragement à l'agriculture, se rattache la sollicitude du premier ministre pour les campagnes, en matière de voirie, et c'est sous son règne que s'inaugure la construction des ponts de fer, qui a été si utile à notre pays.

Que de critiques, plus ou moins sincères, n'a pas suscitées cette initiative de nos pouvoirs publics, et cependant, qui pourrait aujourd'hui en contester sérieusement l'utilité, en la rapprochant de notre grande entreprise de voirie permanente, dont l'exécution en cours fait l'orgueil de la province et contribue puissamment à son progrès et à sa prospérité.

Il ne serait pas juste d'oublier l'octroi des cent âcres de terre dont l'objet était d'encourager le renouvellement de ce capital de vie, qui a été le salut de la race française, et, qu'un jour, le langage pittoresque du Père Louis Lalande, a justement baptisé la "revanche des berceaux."

Je n'en finirais pas, Mesdames et Messieurs, si je voulais énumérer tous les projets que Mercier avait conçus, pour mettre en valeur les richesses naturelles de sa province. Son vif intérêt pour l'agriculture ne lui faisait pas perdre de vue l'importance de l'industrie manufacturière, et c'est à cette fin qu'il s'était efforcé d'attirer chez nous le capital français, destiné à mettre en valeur nos forces hydrauliques, utiliser nos matières premières, fonder des banques et autres institutions de crédit, en un mot, à doter les nôtres de ce facteur indispensable à la production de la richesse, dont la privation les avait toujours empêchés de rivaliser avantageusement

avec leurs compatriotes d'origine étrangère, sur le terrain économique.

Dans son voyage en Europe, il était parvenu à décider la puissante Cie Internationale de Belgique à venir installer dans la province une vaste usine pour la construction des rails de chemin de fer, des locomotives, etc. Il avait presque terminé les arrangements pour un grand échange de produits entre la France et la province, et pour le commerce des traverses à l'usage des voies ferrées, Bordeaux devant être le siège principal de cette entreprise.

MERCIER ET L'IMPERIALISME.

A cet exposé déjà trop long, j'aurais voulu ajouter ses déclarations répétées contre l'impérialisme, sous toutes ses formes, dont il sentait chaque jour, la menace croissante.

Mercier n'était-il pas, à cet égard, le défenseur courageux et fidèle des intérêts de sa province, en même temps que le soutien éclairé de la Confédération canadienne?

Voici ce qu'il déclarait en 1888, au sujet de la fédération impériale qui était déjà à l'ordre du jour :

“Les partisans de cette fédération impériale sont de plus en plus audacieux. Ils viennent de s'affirmer d'une manière éclatante et de faire entrer leur rêve dans le domaine de la politique actuelle, par la nomination du nouveau gouverneur-général, qui est un partisan avoué de la

fédération impériale. En effet, Lord Stanley a laissé comprendre qu'il vient au Canada avec l'intention bien arrêtée et la ferme détermination de faire triompher cette cause. C'est-à-dire qu'il vient ici comme Lord Durham en 1839, achever l'œuvre de destruction nationale, commencée par l'auteur du fameux rapport que tout le monde connaît.

La situation est grave : nous sommes en face du plus grand danger que notre organisation politique ait jamais couru ; on veut nous faire entrer dans un régime qui ne peut avoir pour nous que les conséquences les plus désastreuses. Jusqu'à présent, nous avons vécu de la vie coloniale ; aujourd'hui, on veut nous faire assumer, malgré nous, les responsabilités et les dangers d'un État souverain, qui ne sera pas le nôtre ; nous exposer aux vicissitudes de la paix et de la guerre entre les grandes puissances du monde, aux rigoureuses exigences du service militaire tel qu'il se pratique en Europe ; on veut nous imposer un régime politique qui, par la conscription, pourrait disperser nos fils depuis les glaces du pôle jusqu'aux sables brûlants du Sahara ; régime odieux qui nous condamnerait à l'impôt forcé du sang et de l'argent, et arracherait de nos bras, nos fils, l'espoir de notre patrie et la consolation de nos vieux jours, pour les jeter dans les guerres lointaines et sanglantes que nous ne pourrions ni empêcher, ni arrêter.

Nous sommes, libéraux et conservateurs-nationaux, décidément, énergiquement opposés à ce changement et le parti national de la province de Québec n'en veut pas ! Nous combattons

avec énergie ce projet machiavélique, et si jamais on réussit à nous l'imposer, ce sera par la force ou par la ruse."

MERCIER ET LES FRANCO-AMERICAINS.

Mercier n'a jamais perdu de vue les intérêts de ses compatriotes des États-Unis. A leur demande, il est allé plusieurs fois faire valoir, chez eux, les droits de la cause française. Il est même intervenu auprès de la Cour de Rome, pour réclamer leur droit à être représentés dans l'épiscopat. Sa démarche provoqua une protestation de Mgr Ireland, le célèbre archevêque de St-Paul, qui déclara trouver étrange qu'un laïque du Canada se mêlât des choses religieuses des États-Unis.

Cependant, Mercier était bien dans son rôle de chef officiel de la province de Québec, en portant à la connaissance du Saint-Siège les besoins du million de Canadiens-français qui habitent la grande république. Cette sollicitude de sa part démontre combien il était déterminé à employer l'influence que lui donnait sa position, pour l'accroissement de l'influence française.

MERCIER ET L'UNITE CANADIENNE

Avant de clore cette causerie, je voudrais, en quelques mots, répondre à la double accusation qu'on s'est plu à porter contre Mercier; celle d'avoir été un anglophobe et un agent dissolvant de l'unité canadienne.

Il est assez singulier, que chaque fois qu'un des nôtres s'est distingué par son dévouement et son apostolat efficace, en faveur de la cause française, il s'est trouvé, en certains quartiers—qui n'étaient pas toujours ceux de l'ennemi,—des gens prêts à le dénoncer comme trouble-fête, fauteur de discorde.

Il eut été plutôt surprenant que Mercier, le champion par excellence des intérêts de sa race, pût échapper à cette règle.

Néanmoins, à moins de confondre l'attaque avec la défense, il est impossible de surprendre dans le langage de Mercier, dans ses attitudes et ses actes, la moindre trace d'hostilité ou d'injustice, envers les races ou les autres provinces de la Confédération.

Certes, il a été courageux, tenace et persévérant, parfois d'une vigueur extrême, dans sa revendication des principes qui sont à la base de la Confédération canadienne.

Mais, jamais il n'a eu un mot blessant ou injuste pour l'Angleterre ou ses compatriotes d'origine anglo-saxonne, et de religion protestante, dont il savait apprécier le point de vue et comprendre l'esprit et la mentalité.

Il a réclamé avec énergie l'exécution de toutes les clauses de la constitution et des traités qui nous régissent; il a proclamé avec une autorité, une ampleur et une clarté, où n'y a place pour aucune équivoque, la volonté invincible du groupe français, de se développer dans le sens de son génie et dans la ligne de sa glorieuse histoire.

Mais il a reconnu avec la même franchise et le même esprit de justice, le droit des autres peu-

ples, qui composent la nation canadienne, à une vie nationale distincte, sous le drapeau britannique, symbole de toutes les libertés individuelles et collectives.

Il avait combattu la Confédération, c'est vrai. Mais il a ensuite appuyé la nouvelle constitution avec loyauté, clairvoyance et patriotisme, s'attachant à démontrer que l'exécution intégrale du pacte fédératif, de même que son application large et généreuse, aux groupes comme aux individus, pouvaient, seules, en assurer le succès et en faire la grande ouvrière de l'Unité canadienne.

S'il a dénoncé les orangistes, avec la vigueur et l'indignation que l'on sait, c'est parce qu'il apercevait en eux, non pas une confession religieuse proprement dite, mais une organisation politique, à tendances malfaisantes, dont la raison d'existence, ouvertement affichée, est la destruction de l'Eglise de Rome, et l'anéantissement de toute influence française dans le pays.

Il tenait cette association militante, vivant du fanatisme et des préjugés de ses adhérents, responsable des mouvements les plus notoires qui, depuis l'origine de la domination britannique, ont battu en brèche les positions de la race française au Canada.

L'orangisme, voilà l'ennemi, ne cessait-il de dire : et cette parole de Mercier est et doit demeurer le mot d'ordre de tout vrai Canadien, qui voit, dans le dualisme des races au Canada, une source d'émulation et un gage de fécondité et de progrès pour la nation canadienne.

Mercier a défendu noblement le clergé catholique et la foi de son baptême, c'est vrai. Mais

il n'a jamais traité injustement ses concitoyens protestants; il s'est étudié au contraire, à leur faire la part très large, dans l'administration de la province, comme en témoignent la présence de MM. Ross et Rhodes, dans son cabinet, le versement d'une somme de \$60,000 dans le trésor du comité protestant de l'instruction publique, lors du règlement de la question des biens des Jésuites et d'autres mesures, attestant son respect et son souci des droits et privilèges de la minorité religieuse.

Sa préoccupation d'être juste et tolérant envers la minorité anglaise et protestante ne se limitait pas seulement à sa province, comme en fait foi le don de \$10.000 fait à l'université de Toronto, détruite par un incendie. D'ailleurs, il a fait cause commune avec les autres provinces, dont il plaidait la cause en même temps que la sienne, en revendiquant hautement et énergiquement, comme il n'a cessé de le faire, le respect absolu de l'autorité provinciale et l'augmentation du subside fédéral, qu'il considérait comme indispensable au plein fonctionnement de cette autonomie.

Oui, si Mercier a été le champion irréductible des droits et des intérêts de sa province, son attitude à cet égard n'a jamais fait obstacle à la création d'un véritable patriotisme canadien.

En toute circonstance, il s'est attaché à faire voir les nécessités d'une coopération étroite entre les différentes classes qui composent la population canadienne et entre les diverses provinces de la Confédération. S'il avait combattu le projet de Confédération, il l'aurait ensuite accepté loyalement et il comprenait que le succès de cette

nouvelle constitution dépendait surtout de l'existence d'un fort sentiment national canadien.

Ecoutez-le dans un grand discours programme prononcé le 30 octobre 1885, devant le Club Letellier, à Montréal :

“Enfin, messieurs, la nouvelle Chambre devra s'efforcer de cultiver et développer ce qui, tout en maintenant le respect dû aux différentes races qui habitent ce pays, empêchera tout conflit propre à nuire aux véritables intérêts de notre jeune nation.

Nous devons être fiers, Messieurs, d'être des descendants de cette grande race française qui a promené son drapeau dans toutes les parties du monde et dont le sang a été versé pour le triomphe de toutes les grandes causes. Nos concitoyens des autres origines, qu'ils soient Anglais, Écossais ou Irlandais, s'honorent, et avec raison, des hauts faits qui ont illustré le nom de leur patrie respective. Si, cependant, nous devons garder religieusement le respect de notre patrie d'origine, nous ne devons pas oublier que nous habitons dans un pays qui a droit à tout notre amour, à tout notre travail, sur lequel nous fondons toutes nos espérances pour nous et nos enfants.

Soyons fiers du titre de Canadiens et portons-le avec orgueil; évitons les querelles de races et de religion; bannissons tous les souvenirs historiques et autres qui nous feraient voir des ennemis là où il ne doit y avoir que des frères, et travaillons tous ensemble, sans distinction de nationalité, ou de croyances religieuses sous le regard de Dieu, à construire ce grand édifice national qui est appelé à abriter un grand peuple.”

De tout ceci, Mesdames et Messieurs, il résulte que Mercier a été dans l'histoire de sa province et de son pays, le fondateur ou le prophète du véritable nationalisme canadien-français. Non pas un nationalisme outrancier, provocateur et à base d'anglophobie, fait surtout d'agression et d'injuste parti pris, à l'égard de l'Angleterre et de la majorité anglo-saxonne; mais un nationalisme fondé sur une doctrine large et bienveillante, quoique ferme et courageuse; une doctrine respectueuse des personnes et de leurs idées, bien que vigilant et irréductible sur toutes les questions de la vie nationale; une doctrine de défense et non d'attaque, excepté dans les cas où la défense et l'attaque doivent nécessairement se confondre; une doctrine enfin, qui tendait à rapprocher tous les esprits et les cœurs, à réunir en faisceau, toutes les forces de la race autour d'un idéal supérieur aux contingences et aux compétitions des intérêts individuels.

Encore un mot et je termine.

Je sens bien, Mesdames et Messieurs, qu'en dépit de mon sincère effort, pour évoquer dans toute la vérité de son œuvre, la grande personnalité de Mercier, je n'ai réussi que bien imparfaitement à lui rendre justice. Peut-être ai-je encouru, d'autre part, le reproche, que je devine chez quelques-uns, d'avoir volontairement dissimulé quelques faiblesses. De ce blâme possible, vous l'avouerez-je en toute sincérité, je n'ai cure. Je laisse à d'autres le soin de découvrir et mettre en relief les lacunes ou les imperfections qui sont la rançon de toute vie humaine, si féconde

soit-elle, pour le bien de son peuple et de son pays. Sans doute, Mercier aurait pu dire avec de plus grands que lui :

"Homo sum, et nil alienum puto." Je suis homme, et rien d'humain ne m'est étranger."

Mais, est-il bien sûr que cette soumission de l'homme à la loi commune de notre nature déchue, ne l'ait pas rendu plus accessible et plus cher au cœur du peuple, qui le sentait ainsi plus près de lui, plus capable de comprendre son caractère, ses aspirations et ses besoins?

A cet égard, il me suffira de dire que, si, dans le cours de sa vie mouvementée, il est arrivé à Mercier de commettre des fautes de détail, il les a durement expiées par son calvaire des deux dernières années, qu'il a gravi avec la résignation et la grandeur d'âme d'un vrai chrétien.

D'autre part, l'analyse la plus minutieuse permet de conclure que dans la poursuite, souvent difficile et compliquée, de ses buts politiques, Mercier n'a jamais enfreint les lois de la justice, de la probité et de l'honneur, ni trahi les intérêts essentiels auxquels il avait voué toute sa vie.

Par sa carrière, d'une inspiration si haute et si pure, par son patriotisme ardent et éclairé, par son talent transcendant et ses riches qualités intellectuelles et morales, par son œuvre d'union et d'apostolat national, par son admirable effort d'éveil de la conscience canadienne-française. Mercier a mérité de prendre place, aux côtés des plus grands, dans le panthéon des gloires de son pays.

C'est bien ainsi que l'a compris, d'instinct, la population de race française du Québec, qui n'a pas attendu l'acte officiel, conférant à Mercier,

l'immortalité du bronze, en 1912, pour lui faire, dans son cœur, un piédestal vivant et indestructible, d'où s'élève perpétuellement l'encens de l'amour et de la gratitude.

C'est un peu de cet encens de reconnaissance que j'ai voulu offrir, ce soir, à la mémoire de l'homme qui a passionné ma jeunesse et dont je voudrais voir la noble devise : "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous" devenir le mot d'ordre et le cri de ralliement de tous les groupes français d'Amérique, dans les combats qu'il leur faut constamment livrer pour la survivance nationale.

Depuis la mort de Mercier, vingt-huit fois l'automne s'est effeuillée sur sa tombe, devenue, pour ses concitoyens, un lieu de pèlerinage, mais en dépit de ces vingt-huit années, le souvenir du grand patriote, ainsi qu'un bouquet d'immortelles, ne s'est pas flétri dans l'âme du peuple canadien-français.

Fasse le ciel que ce souvenir serve de lumière et de principe d'action à tous les fils de la race, à chaque heure de son existence, mais plus particulièrement, dans nos jours troublés où se pose de nouveau le problème fondamental de nos destinées politiques.

Enfin, pour conclure, permettez-moi ce rapprochement historique.

Il y a plus de quatre-vingts-ans, un grand canadien-français, Louis-Joseph Papineau, outré de la politique arbitraire des autorités coloniales, demandait à ses compatriotes de s'abstenir d'acheter des marchandises de provenance anglaise et de s'habiller d'étoffe du pays.

Environ 40 ans plus tard, Mercier reprenait,

au figuré, le même conseil en adjurant les Canadiens-français, d'habiller leur âme d'étoffe du pays, en puisant dans l'héritage spirituel de leurs ancêtres, les raisons et la force de vivre conformément à l'idéal catholique et français, qui domine et inspire leur magnifique histoire.

Ne restons pas sourds, Mesdames et Messieurs, à ce commandement des deux grands patriotes, qui renferme tout le sens de notre vie nationale. Ayons toujours au cœur la fierté et l'amour de nos origines, montrons sans cesse que, si la race canadienne-française a loyalement accepté le pacte fédératif et entend l'appliquer sincèrement, afin d'en tirer les éléments d'une grande nation, d'autre part, elle tient, sous l'inspiration des grands ancêtres et à la voix d'HONORE-MERCIER, à revendiquer, en échange de sa correction, de son loyalisme, et j'ajouterai, de son véritable esprit canadien, tout son droit, à à savoir : le respect absolu de ses traditions, de ses croyances, de ses institutions religieuses et civiles, de ses souvenirs et de ses aspirations, bref, de tout ce qui constitue sa personnalité morale et son âme même.

Et ainsi, tout en restant fidèle à ses devoirs envers la patrie canadienne, le Canada français pourra maintenir, sur la terre d'Amérique, la survivance d'une race d'essence supérieure, la pérennité de l'idéal français; il pourra vivre et poursuivre dans le cadre provisoire ou durable que lui assure le destin, l'intégrité de ses destinées historiques, qui sont, ne l'oublions jamais, de prolonger ici, la grande civilisation française d'outremer, la plus haute, la plus pure et la plus humaine qui soit au monde.

0.
2
C



Date Due

JAN	7	1976
NOV	5	1976
JUN	12	1985
NOV	09	1985
NOV	22	1988
DEC	04	1990
Rec'd Dec 10/90		
NOV	30	1992
NOV	17	1992

F 5475 .M47 R4
Rivet, Louis Alfred Adhem
Honore Mercier, patriote et ho

C.1
010101 000



163 0191664 3
RENT UNIVERSITY

F5475 .M47R4
Rivet, Louis Alfred Adhemar
Honore Mercier

ATE

106409
ISSUED TO

[REDACTED]

[REDACTED]

106409

